

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/R/23
27 juillet 2000

(00-3096)

Comité de l'agriculture

RAPPORT SUCCINCT DE LA REUNION DU 28 JUIN 2000

Note du Secrétariat

1. Le Comité de l'agriculture a tenu sa vingt-troisième réunion ordinaire le 28 juin 2000. Conformément à la règle 12 du règlement intérieur des réunions du Comité (document G/L/142), M. l'Ambassadeur Jorge Voto-Bernales (Pérou) et M. Yoichi Suzuki (Japon) ont été élus par acclamation respectivement Président et Vice-Président du Comité et ils exerceront leur mandat jusqu'à la fin des réunions de mars en 2001. Comme le Conseil général en est convenu à sa réunion des 7 et 8 février 2000, les réunions du Comité en sessions extraordinaires doivent être présidées par le Président et ses réunions ordinaires par le Vice-Président (voir le document WT/GC/M/53, paragraphe 39).

2. L'ordre du jour de la réunion indiqué dans l'aérogamme WTO/AIR/1335, modifié par la suppression de la question soulevée par les États-Unis au sujet du document G/AG/N/POL/32 a été adopté.

Première partie: Le processus d'examen

Questions intéressant la mise en œuvre des engagements qui s'inscrivent dans le cadre du programme de réforme: article 18:6

a) Canada: Brésil - Subventions à l'exportation accordées par le PROEX

3. Le Canada s'est dit préoccupé par le fait que le Brésil puisse, à travers son programme de crédit à l'exportation PROEX, contrevenir aux dispositions relatives à l'anticonournement des engagements en matière de subventions à l'exportation. Le Canada a demandé au Brésil de lui communiquer des données sur la valeur et le volume des exportations des divers produits agricoles qui avaient bénéficié du PROEX. En outre, il semblait qu'un certain nombre de produits agricoles qui remplissaient les conditions requises pour bénéficier du PROEX ne faisaient pas partie des engagements en matière de réduction des subventions à l'exportation et inscrits par le Brésil dans le cadre du Cycle d'Uruguay dans sa Liste. Le Canada voulait savoir comment le Brésil s'assurait que tous crédits à l'exportation bonifiés dont bénéficiaient ces produits soient conformes aux dispositions de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture.

4. Le représentant du Brésil a répondu que les questions soulevées par le Canada avaient été transmises aux autorités brésiliennes compétentes et qu'une réponse serait communiquée au Canada dès que possible.

b) Canada: Mexique - Subventions à l'exportation pour le froment (blé dur)

5. Le Canada a fait état de l'annonce par le Mexique aux termes de laquelle une aide, serait fournie pour l'exportation de 300 000 tonnes de froment (blé dur) en 2000. Il s'est informé de la nature du programme et a demandé au Mexique s'il prévoyait de le notifier en tant que subvention à l'exportation et si c'était la première fois, depuis la dernière notification présentée par ce pays en 1995,

que des subventions à l'exportation avaient été octroyées pour le blé, le maïs, les haricots, le sorgho et le sucre.

6. Le représentant du Mexique a répondu que les questions soulevées par le Canada avaient été adressées aux autorités compétentes à Mexico pour examen et que les réponses seraient transmises au Canada dès leur réception.

c) Canada: Panama - Accès au marché

7. Le Canada s'est dit gravement préoccupé par un certain nombre de mesures de restriction des importations que le Panama a prises depuis l'automne dernier. Il s'inquiétait notamment du nombre croissant de retards enregistrés dans la délivrance de licences pour divers produits dans le cadre du régime de licences d'importation appliqué par la Direction exécutive de la quarantaine ainsi que du nombre croissant de refus de licences. Le Canada est également revenu sur une question soulevée lors de la réunion que le Comité avait tenue en novembre 1999 relative à la majoration des droits de douane sur le lait concentré non sucré, la viande de porc et les pommes de terre, et à l'absence d'un niveau minimum d'accès par l'application de contingents tarifaires à ces deux derniers produits. Le Canada a demandé au Panama ce qu'il comptait faire pour respecter les engagements qu'il avait contractés dans le cadre de l'OMC en matière de licences d'importation et de régimes tarifaires.

8. Le Panama a répondu qu'il avait modifié les formules de demande et établi un nouveau certificat d'autorisation, mais que les procédures de délivrance de licences d'importation en relation avec les questions sanitaires et phytosanitaires n'avaient pas changé. Les licences sanitaires et phytosanitaires étaient accordées une fois que les conditions requises avaient été remplies avant l'importation et il y avait une liste indiquant les produits qui n'avaient pas besoin de remplir ces conditions pour que des licences d'importation puissent être accordées. Toutefois, les demandes de licences d'importation pouvaient être refusées s'il s'agissait de produits provenant d'une usine qui n'avait pas reçu d'autorisation préalable. En ce qui concerne le lait concentré non sucré, l'état sanitaire du lait concentré non sucré en provenance du Canada n'était pas mis en cause; le problème tenait aux modifications apportées aux documents et était en train d'être examiné par la voie judiciaire.

9. S'agissant de la procédure d'obtention de licences sanitaires et phytosanitaires, le représentant du Panama a rappelé qu'il s'agissait d'une procédure publique qui consistait à présenter une formule de demande dûment remplie, laquelle était ensuite analysée par les agronomes ou les vétérinaires compétents de la *Dirección Ejecutiva de Cuarentena Agropecuaria* (DECA). Une fois la licence accordée, tamponnée et signée, elle était envoyée au requérant par l'intermédiaire de l'Unité 41 de la DECA. La licence d'importation et/ou de transit sanitaire et phytosanitaire coûtait 500 balboas et avait une durée de validité de 60 jours civils.

10. S'agissant de l'accès au marché, le Panama a dit que les contingents tarifaires applicables à la viande de porc et aux pommes de terre étaient en voie d'être fixés pour l'an 2000. Le 18 octobre 1999, les contingents tarifaires applicables à des parties des lignes tarifaires correspondant à la viande de porc et aux pommes de terre avaient été fixés au niveau des taux consolidés par le Panama dans le cadre de l'OMC, niveau qui était plus élevé que le taux de 15 pour cent qui s'appliquait à ces produits en 1998. Étant donné que les importations avaient été supérieures aux quantités soumises aux contingents tarifaires consolidés, comme pour 1998, aucun contingent n'avait été ouvert en 1999 pour ces produits. Le délégué du Panama a informé le Comité que pour le second semestre de l'année en cours, les contingents tarifaires respectifs seraient ouverts conformément aux engagements contractés par le Panama dans le cadre de l'OMC. Néanmoins, jusqu'en mai 2000, les importations à la fois de viande de porc et de pommes de terre fraîches avaient été supérieures aux quantités soumises aux contingents tarifaires consolidés, ce qui indiquait qu'il n'y avait pas de restrictions à l'importation pour ces produits. En ce qui concerne les quantités annuelles relevant d'autres contingents tarifaires, 70 pour cent du contingent applicable aux produits laitiers, 100 pour cent du contingent applicable aux produits à base de tomate et 100 pour cent du contingent applicable au riz, respectivement,

avaient déjà été ouverts, conformément aux engagements contractés par le Panama dans le cadre de l'OMC.

11. Le Canada a demandé au Panama de confirmer que, puisque, selon le représentant du Panama, les seules licences requises pour l'importation au Panama avaient un rapport avec des prescriptions SPS, celles-ci étaient conformes aux obligations du Panama au titre de l'Accord SPS. Le Canada comptait également sur une ouverture rapide des contingents tarifaires applicables aux pommes de terre et à la viande de porc pour l'année 2000, comme l'avait indiqué auparavant le représentant du Panama. La Nouvelle-Zélande, appuyée par les Communautés européennes, s'est dite préoccupée par les modifications apportées au certificat SPS qui concernaient le commerce des produits laitiers. En raison de ces modifications, il était plus difficile à la Nouvelle-Zélande d'accéder au marché du Panama, notamment pour le lait concentré non sucré, et la Nouvelle-Zélande espérait que des consultations auraient lieu entre le Panama et ses partenaires commerciaux afin de réformer le régime d'importation. Le représentant du Panama a réaffirmé que, conformément aux modalités d'accès de son pays, aucune modification n'avait été apportée aux procédures depuis 1997, les seuls changements intervenus concernant le certificat et les formules de demande.

d) Nouvelle-Zélande: Venezuela - Régime d'importation applicable aux produits laitiers

12. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a indiqué que son pays avait déjà à plusieurs reprises, évoqué avec le Venezuela la question des arrangements en matière de contingents tarifaires mis en œuvre depuis peu pour les produits laitiers, y compris les discussions détaillées sur les méthodes utilisées pour attribuer les licences d'importation. La Nouvelle-Zélande, appuyée par l'Uruguay, s'est dite constamment préoccupée par les retards enregistrés dans l'attribution des licences, le manque de transparence, ainsi que l'absence de réglementations détaillées concernant le régime d'importation du Venezuela applicable aux produits laitiers.

13. Le délégué du Venezuela a confirmé que plusieurs réunions s'étaient déjà tenues avec la Nouvelle-Zélande au sujet de cette question et que son pays serait disposé à poursuivre les discussions avec la Nouvelle-Zélande et l'Uruguay afin de trouver une solution satisfaisante au problème. L'administration des contingents tarifaires applicables au lait en poudre au Venezuela était transparente et conforme aux dispositions pertinentes de l'OMC relatives aux licences d'importation. Le délégué du Venezuela a déclaré que 90 pour cent du contingent étaient attribués aux importateurs traditionnels, les 10 pour cent restants étant réservés aux nouveaux importateurs. À ce jour, environ 60 pour cent de la totalité du contingent avaient été utilisés. Le Venezuela a en outre rappelé que les importateurs traditionnels étaient également les principaux acheteurs de lait en poudre. Tous les renseignements relatifs aux licences étaient indiqués sur le site Web du Ministère de la production et du commerce à l'adresse suivante: platino.gov.ve/MAC/INDICE-P.HTM. En outre, les prescriptions relatives à l'obtention de licences d'importation avaient été publiées dans la presse nationale conformément à la détermination du Venezuela d'appliquer un régime transparent allant dans le sens des obligations qui lui incombent dans le cadre de l'OMC.

e) États-Unis: Égypte - Droits appliqués aux produits laitiers en sus des taux consolidés

14. Les États-Unis sont revenus sur cette question, qui avait été soulevée la dernière fois lors de la réunion que le Comité avait tenue en septembre 1998, pour demander pourquoi les taux de droits applicables à un certain nombre de produits laitiers recensés étaient supérieurs aux niveaux consolidés. Le représentant des États-Unis a demandé à l'Égypte des éclaircissements pour savoir quand celle-ci ramènerait effectivement les taux appliqués à des niveaux compatibles avec ses consolidations établies dans le cadre de l'OMC.

15. Le délégué de l'Égypte a déclaré que les Accords de l'OMC, y compris la Liste de concessions de son pays, faisaient partie intégrante de la législation nationale de l'Égypte telle qu'elle avait été ratifiée par le Parlement. Son pays avait scrupuleusement respecté les engagements consolidés qu'il

avait contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay en ce qui concerne l'administration des taux de droits applicables à toutes les marchandises importées des Membres de l'OMC. De plus, toute infraction à la règle, dont avait fait état une partie concernée, était immédiatement rectifiée par les autorités de son pays.

f) États-Unis: Corée - Importations de riz

16. Les États-Unis ont demandé à la Corée d'expliquer pourquoi la législation coréenne ne permettait pas d'utiliser le riz importé à des fins autres que la transformation et en quoi cela pouvait être conforme aux dispositions du GATT de 1994 relatives au traitement national. En outre, selon les États-Unis, les renseignements fournis dans le document G/AG/N/KOR/27 montraient que la Corée ne remplissait pas les conditions requises pour continuer à bénéficier d'un traitement spécial en ce qui concerne le riz. Les États-Unis ont demandé à la Corée d'indiquer les mesures qu'elle avait prises pour s'assurer que les importations avaient lieu pendant la période d'importation visée à l'Annexe 5.

17. Le délégué de la Corée a répondu que le gouvernement de son pays avait acheté et vendu une certaine quantité de céréales vivrières, principalement du riz, pour stabiliser le marché. Le riz était acheté par l'État à la fois aux producteurs nationaux et aux fournisseurs étrangers. Au moment de le vendre, l'État indiquait si le riz devait être utilisé aux fins de sa propre consommation, de stabilisation des prix ou de transformation, et les acheteurs s'engageaient à ne l'utiliser que pour la fin indiquée. L'intervenant a déclaré que le système de gestion publique du riz fonctionnait conformément au principe du traitement national, puisque des fins spécifiques étaient désignées pour tout le riz acheté par l'État, quelle qu'en soit l'origine. Son pays s'était, en outre, scrupuleusement acquitté de ses obligations en ce qui concerne les importations de riz étant donné qu'il avait mis en place toutes les mesures nécessaires pour importer la totalité de la quantité annuelle. Toutefois, la Corée s'efforcera de veiller à ce que les livraisons aient lieu au cours de l'année civile pertinente.

18. Le représentant des États-Unis, appuyé par l'Australie, s'est dit sensible aux efforts que la Corée avait dit avoir déployés pour importer du riz au cours de l'année civile. Toutefois, compte tenu des répercussions sur le type de riz à importer, les États-Unis ne pensaient pas que le monopole d'achat de l'État sur les importations de riz en Corée était pleinement conforme aux règles relatives au traitement national.

g) États-Unis: Panama - Utilisation des permis d'importation pour réguler le marché

19. Les États-Unis se sont dits préoccupés par l'utilisation répétée par le Panama des permis d'importation pour réguler le commerce d'un certain nombre de produits agricoles. Cette pratique soulevait des problèmes liés à la lenteur de l'examen des demandes ou à leur rejet et aux prescriptions en matière d'achats sur le marché intérieur. Les États-Unis ont demandé au Panama des éclaircissements sur la manière dont les permis d'importation étaient délivrés et de faire part de leurs observations sur les informations selon lesquelles les prescriptions en matière d'achats sur le marché intérieur seraient liées à la délivrance des permis. À cause du régime en vigueur, les exportateurs américains de viande de porc, de viande bovine, de produits laitiers, de pommes de terre, d'oignons et de légumes frais s'étaient heurtés à des difficultés importantes pour obtenir les permis nécessaires à l'expédition de leurs produits au Panama.

20. Le Panama a rappelé que les formules de demande avaient été modifiées et qu'un nouveau certificat d'autorisation, avait été établi, mais qu'en ce qui concerne les mesures sanitaires et phytosanitaires ayant un rapport avec les licences d'importation, les procédures n'avaient pas changé depuis 1997 et qu'elles faisaient l'objet de publications régulières dans les journaux nationaux. S'agissant de la procédure d'obtention de licences sanitaires et phytosanitaires, le représentant du Panama a indiqué qu'il s'agissait d'une procédure publique qui consistait à présenter une formule de demande dûment remplie, laquelle était ensuite analysée par les agronomes ou les vétérinaires compétents de la *Dirección Ejecutiva de Cuarentena Agropecuaria* (DECA). Une fois la licence

accordée, tamponnée et signée, elle était envoyée au requérant par l'intermédiaire de l'Unité 41 de la DECA. La licence d'importation et/ou de transit sanitaire et phytosanitaire coûtait 500 balboas et avait une durée de validité de 60 jours civils. Aux termes de la réglementation panaméenne concernant la délivrance de licences sanitaires et phytosanitaires, celles-ci devaient être accordées en un bref laps de temps. Aucune expédition n'était autorisée sans la licence correspondante et l'importateur ne pouvait pas partir du principe que, s'il n'avait pas reçu de réponse à sa demande, cela signifiait que la licence avait été accordée. Le représentant du Panama a également indiqué que la délivrance de licences sanitaires et phytosanitaires pour les importations n'était pas subordonnée à des dispositions relatives aux achats sur le marché intérieur, mais dépendait plutôt de la situation sanitaire du pays, de la région, de la zone, des installations ou de l'usine d'où provenaient les marchandises.

h) États-Unis: Venezuela - Restrictions à l'importation

21. Les États-Unis se sont déclarés préoccupés par l'application par le Venezuela de pratiques manifestement incompatibles avec les règles de l'OMC, qui perturbaient et restreignaient les importations d'un certain nombre de produits. Les États-Unis ont dit que les règles et procédures régissant l'administration des contingents tarifaires et les prescriptions relatives aux importations manquaient souvent de clarté et de transparence, ce qui se traduisait par une perturbation des échanges commerciaux normaux et le non-respect ou le respect insuffisant des engagements en matière d'accès au marché. Les États-Unis ont demandé au Venezuela de leur fournir certains éclaircissements sur la manière dont l'accès des importations était mis en œuvre en ce qui concerne le blé, le maïs et le sorgho, la viande de porc, la viande de volaille et d'autres produits.

22. Le délégué du Venezuela a indiqué que des réunions bilatérales s'étaient tenues avec divers pays pour expliquer les procédures liées à l'administration des contingents tarifaires, en présence à Genève du fonctionnaire responsable de l'administration du régime de contingentement. Le système prévu pour l'administration des contingents tarifaires au Venezuela était transparent et conforme aux engagements contractés par son pays dans le cadre de l'OMC. En ce qui concerne le blé, le droit applicable aux importations dans les limites du contingent était actuellement de 30 pour cent conformément aux taux de droits consolidés du Venezuela et serait ramené à 20 pour cent d'ici à 2004. La délivrance de licences d'importation pour le maïs et le sorgho était subordonnée à la présentation de la preuve que des importations avaient été effectuées les deux années précédentes par les importateurs traditionnels qui demandaient des licences. Il a également été rappelé que le secteur des aliments pour animaux achetait la production nationale de sorgho en fonction des niveaux de production. Les renseignements concernant les achats sur le marché intérieur demandés aux producteurs d'aliments équilibrés pour animaux n'étaient utilisés qu'à des fins de planification. Depuis l'entrée en vigueur du régime, le Venezuela avait importé des volumes supérieurs à son engagement en matière d'accès minimal pour le maïs jaune qui était de 583 459 tonnes.

23. S'agissant des autres produits, le représentant du Venezuela a rappelé que la délivrance de licences n'était soumise à aucune condition d'achats sur le marché intérieur. Quiconque souhaitait importer du sorgho en qualité d'importateur traditionnel devait seulement présenter des données sur les importations relatives aux deux années précédentes. Les renseignements demandés aux importateurs de lait et de soja étaient utilisés aux fins d'une évaluation statistique continue des chaînes de production respectives. Quant aux documents demandés aux importateurs de fromage, ils étaient spécifiés dans le bulletin officiel publié conformément à l'article 3 du Journal officiel n° 36831 du 17 novembre 1999, qui précisait le régime de licences d'importation applicable aux produits laitiers. Conformément à la loi, les régimes applicables pour l'importation de viande de porc et de viande de volaille prévoyaient ce qui suit: un permis délivré par le Ministère de la santé et du développement social, un certificat sanitaire du pays d'origine et un permis sanitaire délivré par le Ministère de la production et du commerce. Il n'y avait pas de prescriptions en matière d'achats sur le marché intérieur. Les importations de viande de volaille originaire des États-Unis étaient soumises à une restriction sanitaire justifiée et le Venezuela attendait le résultat des consultations qu'il avait engagées avec l'*Office international des épizooties* (OIE) à ce sujet.

24. Les États-Unis ont indiqué que, malgré les explications fournies par le Venezuela lors des réunions bilatérales, les importateurs et les exportateurs estimaient qu'il existait, de fait, des prescriptions en matière d'achats sur le marché intérieur. Par exemple, les États-Unis trouvaient surprenant que le contingent tarifaire de 1 million de tonnes pour le sorgho ne soit pas utilisé à un moment où les prix du sorgho sur le marché intérieur étaient nettement supérieurs aux prix du marché mondial. Le Canada a également souligné qu'il attendait toujours que le Venezuela réponde aux questions qu'il avait soulevées lors de la réunion de juin 1999 du Comité concernant le régime de permis d'importation qui était applicable à la viande de porc.

i) Uruguay: Panama - Difficultés d'accès au marché pour la viande bovine

25. Le représentant de l'Uruguay a déclaré que le Panama avait reconnu en février 1998 que son pays était exempt de fièvre aphteuse sans qu'il soit nécessaire de vacciner les animaux. En 1999, les autorités sanitaires panaméennes avaient donné leur agrément à certains abattoirs industriels uruguayens et les premières expéditions de viande uruguayenne étaient parvenues au Panama. Le 13 octobre 1999, le Panama avait porté de 15 à 32 pour cent le droit applicable à la viande. Le même mois, un accord avait été conclu entre les autorités sanitaires des deux pays pour permettre l'importation de viande uruguayenne au Panama à condition qu'elle soit soumise à des contrôles sanitaires avant l'expédition. Ces contrôles étaient plus stricts que ceux auxquels était soumise la production de viande locale au Panama. Toutefois, le Ministère panaméen du développement agricole ne donnait plus suite aux demandes de permis d'importation, la plupart des demandes n'étant tout simplement pas prises en considération. Le représentant de l'Uruguay a indiqué que les nombreux contacts officiels bilatéraux entre son pays et le Panama avaient été infructueux. Il a déclaré que le Panama devait respecter les engagements qu'il avait contractés dans le cadre de l'OMC et ne pouvait pas se décharger de cette question sur le secteur privé. En outre, les importations en provenance de l'Uruguay s'élevaient, en 1999, à 700 tonnes au total, et pourraient atteindre, selon les projections, 3 000 tonnes par an. Ces volumes n'auraient pas pu fausser un marché où les abattages représentaient environ 63 000 tonnes par an.

26. Le représentant de l'Uruguay a fait observer que, en vertu de son Protocole d'accession à l'OMC, le Panama avait assumé certaines obligations qui étaient inscrites dans la section 2 de la première partie du Protocole. Le Panama s'était engagé à supprimer tout mécanisme ou toute restriction en rapport avec les permis d'importation qui serait susceptible de constituer un obstacle occulte au commerce, et il s'était notamment engagé à ne pas appliquer de mesures restrictives telles que les contingents d'importation. Depuis le changement de gouvernement en 1999, le Ministère du développement agricole avait commencé à utiliser les licences d'importation sanitaires comme moyen de réguler l'offre de produits carnés étrangers. Cette régulation avait donné lieu à la mise en place d'un contingent ou d'un régime de contingentement des importations pour les produits carnés ou les produits d'origine animale, ce qui s'était, en fait, traduit par une prohibition de viande uruguayenne, en violation des règles du GATT de 1994 et en contradiction avec le Protocole d'accession du Panama. En particulier, les mesures prises par le Ministère du développement agricole étaient contraires aux dispositions des articles 31 et 141 de la Loi du Panama n° 23 du 15 juillet 1997. Il était indiqué, à l'article 31, entre autres choses, que les licences sanitaires et phytosanitaires devaient être accordées en un bref laps de temps. Il était indiqué à l'article 141, entre autres choses, que l'examen des licences d'importation non automatiques ne devait pas exercer sur les importations des effets additionnels de restriction ou de distorsion, et que les procédures de licence non automatiques devaient correspondre quant à leur champ d'application et à leur durée, à la mesure qu'elles étaient censées mettre en œuvre. L'Uruguay a donc demandé au Panama une explication concernant le fait que, depuis le 9 décembre 1999, la viande uruguayenne ne pouvait pas avoir accès au marché panaméen en raison de la suspension de la délivrance de licence d'importation et, en outre, l'Uruguay souhaitait également connaître les mesures qu'adopterait le gouvernement panaméen pour remédier à la situation.

27. Le délégué du Panama a répondu que, depuis 1997, la République du Panama appliquait la même méthode pour accorder des licences sanitaires ou phytosanitaires, quel que soit le pays d'origine

des marchandises importées. Des distinctions étaient établies en fonction des conditions à remplir selon la situation sanitaire de chaque pays, zone, région, installation ou usine d'où provenaient les marchandises. Afin d'analyser l'état sanitaire des produits devant être importés, des contrôles par sondage étaient effectués. Le 4 octobre 1999, une expédition de 830 caisses contenant de la viande en provenance de l'Uruguay avait fait l'objet d'un contrôle par sondage. Dans 27 caisses, on avait détecté la présence de la bactérie *Listeria monocytogenes*, un agent pathogène dangereux pour la santé humaine. Un deuxième contrôle effectué le 8 octobre 1999 avait confirmé la présence de la bactérie. Les 803 autres caisses avaient été mises en vente dans la République de Panama. Le Panama effectuait ces contrôles par sondage en laboratoire aussi bien pour les viandes produites et commercialisées au Panama que pour les viandes importées et exportées. Il ne s'agissait pas d'une discrimination à l'encontre de la viande en provenance de l'Uruguay. En réalité, en novembre 1999, trois licences avaient été demandées et accordées pour l'importation de viande bovine en provenance de l'Uruguay, représentant au total 75 000 kg. La viande bovine avait été importée parce qu'elle satisfaisait aux prescriptions sanitaires. L'intervenant a réaffirmé que les importations de viande bovine en provenance de l'Uruguay ou de tout autre pays ne faisaient l'objet d'aucune interdiction ni de contingent tarifaire ou autres, pour autant que les produits satisfassent aux prescriptions sanitaires et que le Panama ait scrupuleusement respecté les engagements qu'il avait contractés dans le cadre de l'OMC.

28. Le représentant de l'Uruguay a remercié le Panama d'être disposé à poursuivre les consultations bilatérales et a fait remarquer que, dans tous les cas, la *Listeria* était une bactérie très sensible à la température et qu'elle était totalement éliminée à la cuisson.

Examen des notifications

Conformément à l'ordre du jour, le Comité a examiné les notifications ci-après:

- i) notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1): El Salvador (G/AG/N/SLV/8), Pologne (G/AG/N/POL/29 et POL/34), États-Unis (G/AG/N/USA/29/Rev.1) et Venezuela (G/AG/N/VEN/14);
- ii) notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): Australie (G/AG/N/AUS/26), Guatemala (G/AG/N/GTM/20), Hongrie (G/AG/N/HUN/22), Corée (G/AG/N/KOR/27), Maroc (G/AG/N/MAR/14), Nouvelle-Zélande (G/AG/N/NZL/24), Pologne (G/AG/N/POL/30 et POL/32), République slovaque (G/AG/N/SVK/21), Slovénie (G/AG/N/SVN/13) et États-Unis (G/AG/N/USA/30);
- iii) notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Communautés européennes (G/AG/N/EEC/24), Japon (G/AG/N/JPN/49, JPN/50, JPN/52 et JPN/53), Corée (G/AG/N/KOR/28), Maroc (G/AG/N/MAR/15), Namibie (G/AG/N/NAM/10), Nouvelle-Zélande (G/AG/N/NZL/23) et République slovaque (G/AG/N/SVK/22);
- iv) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1): Australie (G/AG/N/AUS/30), Bolivie (G/AG/N/BOL/4), Canada (G/AG/N/CAN/35), Chili (G/AG/N/CHL/8/Corr.2, CHL/10/Rev.1 et CHL/11), République dominicaine (G/AG/N/DOM/2/Corr.1), Communautés européennes (G/AG/N/EEC/12/Rev.1 et Corr.1 et EEC/17), Haïti (G/AG/N/HTI/3), Corée (G/AG/N/KOR/24/Corr.1), Macao, Chine (G/AG/N/MAC/6), Mongolie (G/AG/N/MNG/5), Maroc (G/AG/N/MAR/16), Namibie (G/AG/N/NAM/11), Nouvelle-Zélande (G/AG/N/NZL/18/Corr.1 et NZL/22), Norvège

(G/AG/N/NOR/25), Pérou (G/AG/N/PER/3/Corr.1), Turquie (G/AG/N/TUR/10), Émirats arabes unis (G/AG/N/ARE/3) et Venezuela (G/AG/N/VEN/16/Corr.1);

- v) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Bolivie (G/AG/N/BOL/3), Chypre (G/AG/N/CYP/8/Rev.1), Estonie (G/AG/N/EST/1), Communautés européennes (G/AG/N/EEC/20/Rev.1 et EEC/23), Haïti (G/AG/N/HTI/2), Japon (G/AG/N/JPN/51 et JPN/54), Macao, Chine (G/AG/N/MAC/7), Mongolie (G/AG/N/MNG/6), Maroc (G/AG/N/MAR/17), Namibie (G/AG/N/NAM/9), Norvège (G/AG/N/NOR/23 et Corr.1), République slovaque (G/AG/N/SVK/23), Émirats arabes unis (G/AG/N/ARE/2) et États-Unis (G/AG/N/USA/32).

29. Les points spécifiques soulevés au sujet des notifications énumérées au paragraphe 28 ci-dessus sont résumés dans la partie I de l'annexe au présent rapport.

30. Le Comité a procédé à un examen préliminaire des notifications ci-après, qui seront également examinées à la prochaine réunion conformément au paragraphe 9 de ses procédures de travail:

- i) notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): Communautés européennes (G/AG/N/EEC/27) et Indonésie (G/AG/N/IDN/21);
- ii) notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Japon (G/AG/N/JPN/55);
- iii) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableaux DS:1 et DS:2): Communautés européennes (G/AG/N/EEC/26), Israël (G/AG/N/ISR/16) et République slovaque (G/AG/N/SVK/24 et SVK/25).

31. Le Comité a noté qu'aucune contre-notification n'avait été reçue au titre de l'article 18:7 de l'Accord.

Autres questions relatives au processus d'examen

- a) Réponses non fournies concernant les questions soulevées dans le cadre du processus d'examen

32. Le Secrétariat n'avait reçu à ce jour aucune nouvelle réponse aux questions soulevées lors des réunions précédentes.

- b) Notifications tardives

33. Ainsi qu'il en avait été convenu à la réunion tenue par le Comité en mars 1997 (G/AG/R/10, paragraphe 10), le Secrétariat a remis un document de salle daté du 28 juin 2000, qui faisait le point sur le respect des obligations en matière de notification.

34. L'Australie, appuyée par l'Argentine, s'est dite préoccupée par les notifications tardives, d'autant que les Membres étaient sur le point d'engager des négociations, car certaines notifications tardives auraient des répercussions sur la qualité du travail de fond que devait entreprendre le Secrétariat. L'Australie a, par exemple, fait observer que l'annonce faite par les États-Unis concernant un soutien additionnel fourni en 1998 et 1999 n'avait pas encore été notifiée, de sorte qu'il était difficile de voir exactement comment les divers éléments du soutien annoncé seraient classés dans la notification des États-Unis relative au soutien interne. Les notifications tardives avaient non

seulement des répercussions sur le fonctionnement du Comité en ce qui concerne le processus d'examen, mais également sur l'analyse que les Membres pourraient entreprendre pour préparer les négociations sur l'agriculture. Le représentant de l'Australie a dit que ces observations s'adressaient en particulier aux pays développés Membres du Comité qui avaient tardé à présenter les notifications appropriées conformément à l'Accord sur l'agriculture.

35. Le représentant des États-Unis a dit que d'importantes ressources étaient consacrées aux notifications et que son pays avait commencé à établir sa notification concernant le soutien interne pour 1998/99. Toutefois, la question de savoir comment les versements supplémentaires seraient notifiés était toujours à l'étude. En général, les États-Unis présentaient à l'OMC leur notification concernant le soutien interne chaque année en juin conformément aux lignes directrices établies pour les notifications. Cependant, la notification pour 1998/99 contiendrait plus de données et, compte tenu du manque de ressources et de la ferme volonté d'apporter certaines améliorations techniques, comme l'établissement de meilleures statistiques au niveau infranational, il faudrait peut-être davantage de temps. Néanmoins, les États-Unis tenaient également à souligner que plusieurs de leurs partenaires commerciaux n'avaient pas encore présenté de notifications pour 1997.

Deuxième partie: Autres questions relevant de la compétence du Comité

Autres questions

36. Les Communautés européennes ont dit que les États-Unis avaient imposé sur les importations de gluten de froment, pour une période de trois ans et un jour à compter du 1^{er} juin 1998, un contingent qu'elles contestaient. Ce qui préoccupait actuellement les Communautés européennes, c'était que les États-Unis avaient agi de manière déraisonnable dans l'administration du contingent pour la dernière année d'application, qui allait du 1^{er} juin 2000 au 1^{er} juin 2001. Le 26 mai, trois jours ouvrables avant l'entrée en vigueur du contingent pour la troisième année, les États-Unis avaient annoncé qu'ils avaient remplacé le contingent annuel par quatre contingents trimestriels. Ces contingents étaient attribués en suivant l'ordre de présentation des demandes, de sorte que le produit devait se trouver physiquement au port pour que la demande soit acceptée. Les fournisseurs de l'Union européenne avaient expédié leurs produits en présumant qu'un contingent *annuel* de 27 543 tonnes avait été ouvert le 1^{er} juin. En fait, un contingent de seulement 6 886 tonnes avait été ouvert et les attributions avaient été ramenées à environ 23 pour cent des quantités proposées. Bien que la Commission européenne ait suggéré plusieurs manières d'y parvenir sans causer de perturbation excessive pour les négociants et sans compromettre l'administration effective des contingents, les États-Unis avaient choisi d'appliquer quatre nouveaux mini-contingents *distincts*. Il en était résulté qu'aucun négociant ne pouvait être assuré de fournir aux acheteurs la quantité de produit admise au titre de contingents ultérieurs, ce qui les empêchait de passer des contrats à terme et perturbait gravement les relations à long terme entre vendeurs et acheteurs. Les Communautés européennes estimaient que les États-Unis avaient choisi un système d'administration des contingents visant à causer un tort commercial maximal aux négociants de l'Union européenne. Toutefois, le délégué des Communautés européennes a rappelé que cela ne faisait pas l'objet d'une action au titre de l'Accord sur les sauvegardes. Il a fait valoir que l'imposition d'un contingent trimestriel était contraire à la pratique et au droit de l'OMC. S'agissant de la pratique, le Comité devait condamner tout usage abusif qui serait fait de l'administration des contingents en imposant un système visant à perturber les relations commerciales au lieu de les faciliter. S'agissant du droit, conformément à l'article XIII du GATT, un produit "en cours de route" au moment où un nouveau contingent était imposé devait être admis dans le cadre du système antérieur. Le produit en provenance des Communautés européennes, qui représentait jusqu'à quelque 90 pour cent du montant annuel, était effectivement "en cours de route".

37. Le représentant des États-Unis a répondu que la question serait soumise aux autorités à Washington qui fourniraient une réponse officielle aux Communautés européennes, quand bien même

son pays estimait qu'en principe c'est le Comité des sauvegardes qui aurait dû être saisi d'une telle question et non le Comité de l'agriculture.

38. Le représentant de la CNUCED a informé le Comité qu'une réunion d'experts sur les "incidences de la réforme de l'agriculture sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, et les moyens de répondre aux préoccupations de ces pays dans le cadre des négociations commerciales multilatérales" devait se tenir du 24 au 26 juillet 2000.

Date de la prochaine réunion

39. La prochaine réunion ordinaire du Comité de l'agriculture se tiendra le 27 septembre 2000. L'aérogamme convoquant cette réunion et contenant l'ordre du jour provisoire sera publié le vendredi 15 septembre 2000.

ANNEXE – Partie I

| | <u>Page</u> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <u>Partie I</u> | |
| <u>Résumé des points spécifiques soulevés concernant les notifications et des réponses qui y ont été apportées (réunion du 28 juin 2000)</u> | |
| i) <u>Notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (Tableau MA:1):</u> El Salvador (SLV/8); Pologne (POL/34); États-Unis (USA/29/Rev.1); Venezuela (VEN/14); | 12 |
| ii) <u>Notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (Tableau MA:2):</u> Australie (AUS/26); Guatemala (GTM/20); Hongrie (HUN/22); Corée (KOR/27); Maroc (MAR/14); Nouvelle-Zélande (NZL/24); Pologne (POL/30); République slovaque (SVK/21); Slovénie (SVN/13); États-Unis (USA/30); | 16 |
| iii) <u>Notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (Tableaux MA:3 à MA:5):</u> Communautés européennes (EEC/24); Japon (JPN/49, JPN/50 et JPN/53, JPN/52); Corée (KOR/28); | 24 |
| iv) <u>Notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (Tableau DS:1):</u> Australie (AUS/30); Canada (CAN/35); Communautés européennes (EEC/12/Rev. 1 et Corr.1) ; Corée (KOR/24 et Corr.1); Mongolie (MNG/5); Maroc (MAR/16); Nouvelle-Zélande (NZL/22); Norvège (NOR/25); Turquie (TUR/10); | 27 |
| v) <u>Notifications présentées dans le contexte des mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction (Tableau DS:2):</u> Communautés européennes (EEC/17); | 46 |
| vi) <u>Notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (Tableaux ES:1 à ES:3):</u> Chypre (CYP/8/Rev.1); Estonie (EST/1); Communautés européennes (EEC/20/Rev. 1 et EEC/23); Maroc (MAR/17); Norvège (NOR/23 et Corr.1); République slovaque (SVK/23); États-Unis (USA/32); | 47 |

ANNEXE – Partie I

Examen des notifications effectué par le Comité de l'agriculture à sa réunion du 28 juin 2000

Résumé des points spécifiques soulevés et des réponses qui y ont été apportées

Notifications selon le tableau MA:1

| El Salvador G/AG/N/SLV/8 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Cheddar en blocs ou en barres | |
| Nouvelle-Zélande: Raison pour laquelle El Salvador a établi des contingents tarifaires pour ces produits. | El Salvador a exercé ses droits et s'est acquitté de ses obligations en ouvrant un contingent tarifaire pour le cheddar (position 0406.90.20 du SH). |
| Canada: Modalités d'accès, y compris les taux de droits, pour toutes les autres lignes concernant les fromages qui étaient inscrits dans la liste, mais qui ne sont pas reprises dans le contingent tarifaire notifié. | Le droit appliqué est de 40 pour cent <i>ad valorem</i> . |
| Australie/Nouvelle-Zélande: Raisons pour lesquelles El Salvador préfère le système d'adjudication publique à d'autres méthodes d'attributions. | Cette méthode d'administration a été retenue afin de garantir la transparence de la procédure d'attribution. |
| Australie: Existe-t-il des critères spécifiques à remplir pour obtenir une licence? | Les requérants intéressés doivent participer aux enchères publiques effectuées dans le cadre de la BOLPROES conformément aux conditions fixées pour chaque produit. |
| Argentine/Australie: Des enchères ont-elles déjà eu lieu? Dans l'affirmative, des licences d'importation ont-elles été attribuées? Quel est le montant du droit acquitté par les importateurs? | Quatre licences, représentant au total 67,2 tonnes, ont déjà été délivrées aux importateurs ayant présenté un certificat d'adjudication en même temps que leur demande. |
| Argentine: La licence d'importation peut-elle être <u>prorogée</u> à la suite de la délivrance d'un certificat d'adjudication comme il est indiqué au point b), ou non, comme il est indiqué au point c). | Sur demande, la licence d'importation peut être prorogée pour dix jours <u>au maximum</u> par le Ministère de l'économie. La demande de prorogation doit être accompagnée du certificat d'adjudication correspondant. |
| Australie: Est-il possible de <u>réattribuer les licences à d'autres importateurs</u> si les détenteurs initiaux de licences n'effectuent pas les importations dans le délai de trois mois? | Les licences ne sont pas cessibles pendant le délai de trois mois. Passé ce délai, elles ne peuvent pas être réattribuées. |
| Australie: El Salvador a-t-il tenu compte du fait que les primes pourraient constituer des impositions additionnelles plus élevées que les consolidations tarifaires et être donc contraires à l'article II du GATT de 1994. <i>L'Australie, appuyée par la Nouvelle-Zélande, a précisé le contexte dans lequel ont été exprimées ses préoccupations concernant la licéité du système d'adjudication au regard du GATT.</i> | El Salvador demande de reformuler la question pour permettre aux autorités gouvernementales de préparer une réponse satisfaisante. |

| Pologne G/AG/N/POL/34 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1) | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Canada/États-Unis: Viandes de porc et de volaille –</p> <p>Raison du maintien de prescriptions restrictives en matière de licences compte tenu du faible niveau des importations soumises à des contingents tarifaires en 1999;</p> | <p>Ces prescriptions n'étaient pas destinées à restreindre l'accès, mais à empêcher une évolution défavorable, par exemple des pratiques monopolistiques.</p> <p>En 1999, la Pologne a relevé des cas où des groupes d'importateurs avaient obtenu des licences pour des quantités importantes. Les importations effectives n'ont représenté qu'une partie des attributions totales, ce qui a contribué à la sous-utilisation de certains contingents.</p> |
| <p>Viandes des animaux de l'espèce porcine: quel est le délai maximal prévu entre l'approbation de la licence et sa délivrance effective? Quelles sont les garanties que doit fournir l'importateur?</p> | <p>Le délai maximal prévu entre la présentation d'une demande et la délivrance de la licence est de 30 jours, bien qu'en pratique, les importateurs attendent environ sept jours. Pour le moment, aucune garantie n'est exigée.</p> |
| <p>Canada/États-Unis: Froment (blé) et méteil</p> | |
| <p>Raison d'abaisser à 1 500 tonnes en l'an 2000 la limite fixée par demande;</p> | <p>Ces prescriptions n'étaient pas destinées à restreindre l'accès, mais à empêcher une évolution défavorable, par exemple des pratiques monopolistiques.</p> <p>En 1999, la Pologne a relevé des cas où des groupes d'importateurs avaient obtenu des licences pour des quantités importantes. Les importations effectives n'ont représenté qu'une partie des attributions totales, ce qui a contribué à la sous-utilisation de certains contingents.</p> |
| <p>Raison d'appliquer des prescriptions plus strictes en matière de licences étant donné qu'en 1999, sur un contingent de 388 000 tonnes, seules 49 814 tonnes ont été importées (voir POL/32);</p> | <p>En 2000, la Pologne a ouvert un contingent tarifaire en franchise de 100 000 tonnes. Les importateurs ne souhaiteraient probablement pas importer dans les limites du contingent tarifaire appliqué dans le cadre de l'OMC en l'an 2000. Le droit NPF appliqué actuellement au froment (blé) dur est de 3 pour cent.</p> |
| <p>Les importateurs peuvent-ils présenter des demandes multiples?</p> | <p>Les importateurs ne peuvent présenter une nouvelle demande qu'après avoir utilisé le contingent attribué auparavant.</p> |
| <p>Quels sont les droits à acquitter pour chaque demande?</p> | <p>Un droit de 200 zlotys polonais est perçu sur chaque transaction d'un montant maximal de 100 000 zlotys polonais. Pour les transactions d'un montant supérieur, le droit est de 400 zlotys polonais.</p> |
| <p><i>L'Australie, le Canada, et les États-Unis ont dit que la réduction des quantités attribuées sous couvert d'une licence, associée à la limitation de la durée de validité des licences d'importation, avait gravement restreint la capacité des exportateurs à expédier du blé en Pologne. Comme l'Australie l'avait déclaré auparavant, le système établissait une discrimination à l'encontre des fournisseurs éloignés. Malgré les assurances fournies par la Pologne dans ses réponses, les États-Unis ont réaffirmé que les exportateurs américains souhaitaient réellement expédier du blé en Pologne aux taux applicables dans les limites du contingent, mais qu'ils étaient de fait, évincés du marché. Le Canada a dit que la limite fixée par demande était inférieure à une expédition commerciale courante. Il a été estimé que le système faisait peser une charge disproportionnée sur les exportations de blé en quantités non rentables sur le plan économique et peu réalistes, pouvant être transportées par bateaux.</i></p> | |

| États-Unis G/AG/N/USA/29/Rev.1 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Thaïlande: Sucre (brut, raffiné et produits contenant des sucres) – Révision des quantités attribuées aux pays. | Les États-Unis ne prévoient pas de modifier cette année ni l'année prochaine la procédure d'attribution utilisée dans le passé en ce qui concerne les contingents tarifaires concernés. Les conditions d'accès applicables au sucre mexicain demeureront les mêmes conformément aux engagements pris au titre de l'ALENA. |

| Venezuela G/AG/N/VEN/14 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1) | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Canada : <u>Timbre fiscal</u> – Prière de préciser le montant en termes monétaires; la taxe perçue correspond-elle approximativement au coût des services rendus? | La délivrance de licences d'importation donne lieu à la perception d'une taxe intérieure équivalant à 15 unités fiscales. L'unité fiscale est établie dans la Loi relative aux timbres fiscaux (publiée au Journal officiel n° 5391, édition spéciale, datée du 22 octobre 1999). Le timbre fiscal équivaut actuellement à 11 600 bolívares. Il s'agit d'une taxe intérieure et non d'un coût engendré par les services rendus. |
| Canada : <u>Système andin de fourchette de prix</u> Le Système andin de fourchette de prix s'applique-t-il aux contingents tarifaires énumérés? | Confirmé. Tous les produits contingentés notifiés sont actuellement assujettis au Système andin de fourchette de prix. |
| ----- Dans l'affirmative, quels sont les produits visés et quelles sont les répercussions de ce système sur les taux applicables dans les limites du contingent? | Le Système andin de fourchette de prix prévoit que le montant total du droit à appliquer sur les contingents tarifaires assurant un accès minimal ne peut pas excéder le droit consolidé. Si le droit qui en résulte est inférieur au droit consolidé applicable dans les limites du contingent, le droit le plus bas est d'application. |
| Australie: Prière de confirmer que l'attribution des licences aux <u>importateurs traditionnels</u> est automatiquement fondée sur les importations antérieures. Si cela n'est pas le cas, quels sont les critères d'attribution? | Confirmé. L'attribution des licences est automatique et fondée sur les importations effectuées les deux années précédentes. |
| Australie: Prière d'indiquer s'il est possible de <u>réattribuer les licences à d'autres importateurs</u> si les détenteurs initiaux de licences n'effectuent pas les importations dans le délai de trois mois et ne cherchent pas à obtenir une nouvelle licence. | Dans ce cas, la fraction non utilisée du contingent attribuée initialement est réincorporée dans le volume total du contingent tarifaire et redistribuée le trimestre suivant. Pendant la durée de validité prescrite de la licence, l'importateur dispose d'une grande latitude pour répondre à la demande sur le marché intérieur, ce qui garantit le respect des engagements en matière d'accès minimal contractés par le Venezuela. |

| Venezuela G/AG/N/VEN/14 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Australie/Canada: Fromages et autres produits laitiers</p> <p>Raisons pour lesquelles les importateurs sont tenus de fournir les renseignements énumérés au point 9 a).</p> | <p>Les importateurs de lait doivent communiquer ces informations afin d'assurer l'application effective des contrôles sanitaires. Cette obligation existait déjà avant la mise en place du régime de licences d'importation actuellement en vigueur.</p> |
| <p>Raison pour laquelle les importateurs de fromages sont tenus de fournir des détails sur les achats de <u>lait cru</u> produit dans le pays conformément au point 10 a). Prière de donner des précisions sur l'utilisation de ces renseignements.</p> | <p>Le malentendu provient du fait que la liste des renseignements requis au titre du point a) englobe tous les produits laitiers et qu'il n'est pas établi de distinction par catégorie de sous-produits. Les importateurs de fromages ne sont pas tenus de fournir des détails concernant les achats de lait cru. L'attribution de licences d'importation n'est pas subordonnée au respect des prescriptions en matière d'achats sur le marché intérieur.</p> |
| <p>Existe-t-il des prescriptions en matière d'achats sur le marché intérieur auxquelles il faut satisfaire pour pouvoir bénéficier du statut d'importateur traditionnel ou obtenir une licence d'importation? En particulier, les quantités attribuées sont-elles proportionnelles aux achats de lait sur le marché intérieur?</p> | <p>Les prescriptions en matière de licences d'importation concernant les fromages sont décrites dans l'avis officiel publié conformément à l'article 3 du Journal officiel n° 36-831 qui établit le régime de licences d'importation applicable à tous les produits laitiers. Les prescriptions en matière d'achats de lait cru sur le marché intérieur n'y figurent pas. <u>Importateurs traditionnels</u>: l'attribution des licences est automatique. Le seul critère effectivement appliqué concerne les importations effectuées les deux années précédentes; (le point 8) vise les justifications que doivent fournir les importateurs de produits laitiers).</p> |
| <p>Argentine/Australie: Produits oléagineux</p> <p>Raisons pour lesquelles les importateurs doivent fournir une liste de matières premières produites dans le pays, conformément au point 9 a).</p> | <p>Cette liste est exigée à des fins statistiques et pour évaluer la chaîne de production des produits oléagineux qui est caractérisée par un degré élevé de concentration.</p> |
| <p>Existe-t-il des prescriptions en matière d'absorption intérieure auxquelles il faut satisfaire pour pouvoir bénéficier du statut d'importateur traditionnel et/ou obtenir une licence d'importation?</p> | <p>La demande de renseignements susmentionnée ne signifie pas qu'il existe des prescriptions en matière d'absorption intérieure dont le respect est une condition préalable à l'obtention de licences d'importation. L'attribution de licences à des importateurs traditionnels est automatique et est fondée sur les importations effectuées les deux années précédentes. Dix pour cent du contingent tarifaire sont répartis entre les nouveaux venus.</p> |
| <p>Australie: Canne à sucre – Raison pour laquelle les centrales sucrières doivent présenter un état de paiement de la canne à sucre aux producteurs.</p> | <p>Cette prescription est devenue nécessaire compte tenu de l'état d'insolvabilité dans lequel se trouvent certaines centrales sucrières envers les producteurs nationaux. Le Venezuela a décidé de demander ces renseignements afin de prévenir une crise économique et sociale dans le secteur. Il convient de noter que les principaux importateurs sont également les principales centrales sucrières.</p> |

Notifications selon le tableau MA:2

| Australie G/AG/N/AUS/26 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Thaïlande: Fromages (fromages fondus, autres que râpés ou en poudre) –</p> <p>Raison pour laquelle le contingent est peu utilisé.</p> | <p>Il n'existe pas de contingent tarifaire distinct pour les fromages fondus autres que râpés ou en poudre (en fait, les importations de cette catégorie particulière de fromages ont augmenté substantiellement de 1998 à 1999). Les importations notifiées consistent en divers produits fromagers. L'Australie ne considère pas qu'un taux d'utilisation de 78 pour cent soit peu élevé. Ce niveau est dû à des facteurs liés au marché, et notamment au fait que les fournisseurs de fromages obtiennent une meilleure rémunération sur d'autres marchés. En 1999, les importations soumises à ce contingent tarifaire ont représenté environ 37 pour cent de la totalité des importations australiennes de fromages.</p> |
| <p>L'application d'un régime exclusivement tarifaire a-t-elle été envisagée?</p> | <p>L'Australie est en train d'examiner le fonctionnement de ce contingent tarifaire pour s'assurer que les possibilités d'importation sont offertes et que le système d'administration n'a pas d'effets négatifs sur le taux d'utilisation. La mise en œuvre de toute modification résulterait de ce processus d'examen.</p> |
| <p><i>Observations additionnelles: L'Australie a souligné qu'un régime exclusivement tarifaire prévoyant l'admission en franchise est déjà d'application en ce qui concerne le <u>tabac</u>.</i></p> | |

| Guatemala G/AG/N/GTM/20 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2) | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Canada : Prière de fournir des données relatives aux importations pour tous les engagements inscrits dans la liste.</p> | <p>Le Guatemala s'est engagé à fournir une réponse à un stade ultérieur.</p> |

| Hongrie G/AG/N/HUN/22 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2) | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Australie: a noté que la Hongrie avait expliqué auparavant que le faible taux d'utilisation était dû à des <u>facteurs liés au marché</u>: la Hongrie a-t-elle envisagé la possibilité de soumettre à un taux de droit effectivement appliqué les produits pour lesquels la branche de production nationale est concurrentielle et la demande d'importations faible (par exemple, les fruits et les légumes, la bière, les céréales, les produits laitiers)?</p> | <p>La Hongrie n'a pas envisagé cette possibilité. Elle considère que les droits NPF consolidés qu'elle applique aux produits agricoles sont faibles comparés à ceux en vigueur dans l'ensemble de l'Europe. Toute amélioration ultérieure des conditions d'accès au marché sera le résultat des négociations en cours sur l'agriculture.</p> |

| Hongrie G/AG/N/HUN/22 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Argentine/Mexique/Nouvelle-Zélande/États-Unis: Raisons pour lesquelles les contingents demeurent sous-utilisés, en particulier pour les produits suivants:</p> <p>Pommes et poires</p> <p>-----</p> <p>Bière</p> <p>-----</p> <p>Animaux de l'espèce bovine et viandes des animaux de l'espèce bovine</p> <p>-----</p> <p>Fromages et caillebotte</p> <p>-----</p> <p>Lait et crème de lait</p> <p>-----</p> <p>Volailles</p> <p>-----</p> <p>Blé</p> | <p>La Hongrie est à la fois un producteur et un exportateur important de ces produits. Les importations servent en règle générale, à offrir davantage de choix aux consommateurs ou à compenser l'insuffisance de la production intérieure. Les contingents tarifaires applicables à certains de ces produits avaient été fixés à l'origine en tant que contingents assurant un accès minimal, les volumes étant établis en fonction de la consommation intérieure pendant une période de base et non en fonction des importations antérieures. Depuis 1986-1988, la consommation intérieure a diminué et les habitudes de consommation ont changé. En outre, l'accès préférentiel prévu au titre des ALE a peut-être également eu une incidence sur les taux d'utilisation. <u>Bière</u>: des investissements étrangers importants ont été effectués depuis le début des années 90 dans le secteur de la bière hongroise, ce qui a eu pour effet d'augmenter la production et d'améliorer la rentabilité. Un accès préférentiel est accordé à certains partenaires commerciaux étrangers avec lesquels la Hongrie a conclu des accords de libre-échange.</p> |
| <p>Canada/États-Unis: Animaux de l'espèce porcine – Raison pour laquelle les taux d'utilisation ont fortement baissé, tombant de 100 pour cent en 1997 et 1998 à 54 pour cent en 1999.</p> <p><i>En ce qui concerne la réduction de la quantité maximale autorisée par demande, fixée en 1999 (voir HUN/18), le Canada a demandé quelle en était la raison d'être. Étant donné que la Hongrie affirme que ces changements n'affectent pas l'utilisation des contingents tarifaires, comment pourraient-ils avoir un lien avec la baisse de la demande d'importations, qui a été observée? La Hongrie a donné des précisions sur ce lien en mentionnant l'incidence qu'avaient les dépôts sur les décisions concernant les quantités demandées par les importateurs (voir ci-dessous).</i></p> | <p><i>Voir la réponse ci-dessus.</i> La limite par demande en ce qui concerne les animaux de l'espèce porcine a été ajustée pour tenir compte de l'évolution du volume des expéditions commerciales. Ce volume a diminué en raison de la baisse de la demande d'importations découlant de l'augmentation de la production nationale. La quantité maximale autorisée par demande en ce qui concerne les animaux de l'espèce porcine correspond à la quantité commerciale normale en Hongrie. Il n'y a pas de lien entre la réduction de la quantité maximale autorisée et la baisse du taux d'utilisation.</p> |
| <p>Nouvelle-Zélande: Restrictions en volume auxquelles sont soumises les licences – Les répercussions négatives éventuelles sur la capacité des exportateurs à utiliser les contingents tarifaires ont-elles été examinées? Est-il possible de supprimer ces restrictions?</p> | <p>La Hongrie ne considère pas que les restrictions en volume auxquelles sont soumis les permis d'importation ont des répercussions négatives sur la capacité des exportateurs à utiliser les contingents tarifaires.</p> |

| Hongrie G/AG/N/HUN/22 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2) | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Points soulevés par d'autres Membres</p> <p>États-Unis: Viande bœuf de qualité supérieure –</p> <p>Prière d'indiquer les quantités effectivement importées dans le cadre du contingent tarifaire applicable à la viande bovine étant donné que le taux d'utilisation en 1999 n'était que de 23 pour cent;</p> | <p>Réponse du Membre présentant la notification</p> <p>Le chiffre exact des importations n'est pas connu car la Hongrie n'a pas établi de lignes tarifaires spécifiques pour cette catégorie de produits. Si l'on se fonde sur les lignes indiquées par les États-Unis auxquelles correspondent les importations, à savoir les positions 0201.20 et 0201.30 du SH, il semblerait que la totalité des importations relevant de la position 0201 du SH corresponde en fait à ces deux sous-positions tarifaires et que ces importations se soient élevées à 440 tonnes en 1999.</p> |
| <p>Critères et autres conditions spéciales à remplir par les requérants: La viande de bœuf importée dans les limites du contingent tarifaire doit-elle être utilisée exclusivement pour la transformation? Les importateurs doivent-ils établir une distinction entre les types de viande de bœuf, selon le degré de transformation, le prix, la qualité? Dans l'affirmative, quelle en est la raison d'être?</p> <p><i>Selon les États-Unis, cette prescription en matière d'utilisation finale empêche, de fait, toute importation de viande de bœuf de qualité supérieure sur le marché hongrois. La Hongrie a rappelé que ce contingent tarifaire avait été établi à l'origine en tant que possibilité d'accès courant, dont les transformateurs avaient toujours tiré parti.</i></p> | <p>Le seul critère est que les importateurs doivent être des transformateurs.</p> |
| <p>Prière d'indiquer les procédures que doit suivre un importateur qui veut obtenir une attribution pour importer de la viande de bœuf de qualité supérieure, fraîche, réfrigérée qui sera utilisée dans l'hôtellerie et la restauration.</p> | <p>L'importateur doit remplir une demande et l'adresser à l'autorité nationale compétente, le Ministère de l'économie, qui délivre les permis d'importation. Il doit ensuite effectuer un dépôt qui lui sera remboursé dès qu'il aura utilisé la part de contingent qui lui a été attribuée, au moins jusqu'à concurrence de 80 pour cent.</p> |
| <p>Prière de confirmer que tous les produits des animaux de l'espèce bovine relevant de la position 0202 du SH bénéficient de la même égalité d'accès au contingent.</p> | <p>Confirmé.</p> |
| <p><i>Observations additionnelles: Tout en ne remettant pas en question le fait que la situation du marché puisse véritablement être à l'origine de la sous-utilisation de certains contingents (notamment pour les poudres de lait, le lait et la crème), l'Australie a réitéré les préoccupations qu'elle avait déjà exprimées dans le contexte de l'examen du document POL/34 mentionné plus haut concernant les difficultés auxquelles sont confrontés les fournisseurs éloignés quand les quantités attribuées sont particulièrement importantes. Selon l'Australie, cette préoccupation porte sur d'autres facteurs qui ne sont pas purement commerciaux et ont des répercussions négatives sur les taux d'utilisation. Ce point de vue a été appuyé par les États-Unis. L'accent a été mis sur la forte chute des taux d'utilisation observée pour la viande bovine, la viande porcine et les volailles, à la suite de la réduction à 25 tonnes des quantités autorisées. La Hongrie a rappelé que le pays n'était pas grand et qu'il n'avait pas de littoral. Compte tenu de ces caractéristiques fondamentales du marché, ainsi que de la prédominance du transport routier, les exportateurs intéressés devraient inévitablement adapter le volume de leurs expéditions en conséquence ou choisir d'autres solutions comme l'entreposage.</i></p> | |

| Corée G/AG/N/KOR/27 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2) | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Australie/Nouvelle-Zélande: Réduction significative des taux d'utilisation des contingents ouverts aux produits suivants:</p> <p>Viande bovine</p> <p>-----</p> <p>Produits laitiers (autres laits et crèmes de lait (utilisation nulle); lactosérum en poudre, lait entier en poudre)</p> <p>-----</p> <p>Animaux vivants de l'espèce porcine</p> | <p>Depuis la fin de 1997, la crise financière a eu des répercussions négatives sur les taux de change, les revenus des pays et les prix des produits agricoles importés. Le fléchissement de la demande d'importations a continué d'affecter les taux d'utilisation jusqu'en 1998. La demande d'importations pour d'autres produits laitiers a elle aussi diminué par suite des effets de substitution des préparations alimentaires contenant du lait (position 1901 du SH).</p> |
| <p>Nouvelle-Zélande: L'application d'un traitement exclusivement tarifaire a-t-elle été envisagée?</p> | <p>L'économie coréenne s'est remise de la crise économique et les importations de produits agricoles, y compris celles soumises à des contingents tarifaires, sont en augmentation. Dans ce contexte, la Corée n'envisage pas, pour l'instant, d'appliquer un régime exclusivement tarifaire.</p> |
| <p>États-Unis: Maïs éclaté (pop corn) – Progrès accomplis par les autorités gouvernementales pour rectifier la différence signalée dans le document G/AG/R/22.</p> | <p>Des consultations sont toujours en cours avec le Ministère concerné pour réviser la Loi douanière et rectifier la différence. En général, la révision de la loi a lieu une fois par an, à la fin de l'année civile.</p> |

| Maroc G/AG/N/MAR/14 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2) | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p><i>Observation préliminaire: Les importations faisant l'objet de contingents tarifaires ne sont pas soumises à une autorisation préalable ni à des procédures de licences d'importation. Les taux d'utilisation reflètent donc directement les conditions du marché. En 1998, tous les contingents tarifaires ont été utilisés, sauf pour le riz, la viande ovine et les viandes de volaille (taux d'utilisation de 68 pour cent).</i></p> | |
| <p>Thaïlande: Riz – Taux d'utilisation des contingents peu élevés en ce qui concerne plusieurs produits, notamment le riz.</p> | <p>Le niveau de la consommation intérieure demeure très faible. La production locale satisfait amplement aux besoins du marché intérieur. En général, des importations ne sont effectuées que lors des périodes de sécheresse.</p> |
| <p>Australie: Viande ovine – Prière d'expliquer la raison de la forte chute du taux d'utilisation.</p> | <p>Cela s'explique par une préférence marquée pour les produits carnés frais et les effets de substitution de la viande bovine.</p> |

| Nouvelle-Zélande G/AG/N/NZL/24 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2) | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Thaïlande : Pommes fraîches -</p> <p>Notant que le taux de droit effectivement appliqué est nul, prière d'expliquer pourquoi le contingent est peu utilisé;</p> | <p>Le taux actuel d'utilisation correspond entièrement aux décisions prises par chaque négociant en matière d'importations. Les importations sont admises en franchise de droits et aucune limite quantitative n'est imposée aux personnes ou aux entreprises désireuses d'importer des pommes. Actuellement, la Nouvelle-Zélande importe des pommes en provenance d'un certain nombre de pays, dont les États-Unis, la France et le Japon. La faible demande de pommes importées peut être expliquée de plusieurs façons. La Nouvelle-Zélande figure parmi les exportateurs mondiaux de pommes les plus importants et les plus compétitifs. Grâce à la mise au point de nouvelles variétés et aux techniques modernes d'entreposage, la production intérieure est devenue concurrentielle pratiquement toute l'année.</p> |
| <p>La Nouvelle-Zélande a-t-elle envisagé de supprimer le régime de contingent tarifaire et de mettre en place un régime exclusivement tarifaire?</p> | <p>La Nouvelle-Zélande n'envisage pas de modifier son système d'administration étant donné qu'il fonctionne actuellement comme s'il s'agissait d'un régime exclusivement tarifaire.</p> |

| Pologne G/AG/N/POL/30 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Canada: Notant que certains contingents tarifaires ont été signalés comme entièrement utilisés, prière de confirmer que les données concernant les importations effectuées dans les limites du contingent ne sont communiquées qu'à concurrence des engagements de la Pologne.</p> | <p>Confirmé.</p> |
| <p>Canada:</p> <p>Raison pour laquelle des données concernant toutes les lignes tarifaires inscrites dans la liste et relevant du même contingent tarifaire ne sont-elles pas notifiées?</p> <p><i>Exemple: Les farines de froment (blé) ou de méteil (position 1101 du SH), la farine de seigle (position 1102 du SH) et les préparations alimentaires à base de farines, de semoules, d'amidons, de féculés ou d'extraits de malt (position 1901 du SH) font l'objet de notifications, mais pas d'autres positions tarifaires pour lesquelles la Pologne a contracté des engagements, à savoir: positions 1008; 1103; 1104; 1109; 1902; 1904; 1905 et 2102 du SH).</i></p> | <p>La Liste de la Pologne comporte un certain nombre de contingents tarifaires globaux. Dans de nombreux cas, seuls quelques produits visés par chaque contingent tarifaire global sont soumis à des taux de droits hors contingent plus élevés. Dans ces cas, les volumes des sous-contingents sont calculés en fonction de plusieurs paramètres, comme la structure des importations et de la consommation. Les autres produits sont importés aux taux effectivement appliqués qui ne sont pas supérieurs aux taux applicables dans les limites du contingent; aucun arrangement administratif n'a été mis en place. Ces produits ne font pas l'objet de notifications.</p> |
| <p>Critères pour calculer les quantités applicables au sous-ensemble de lignes tarifaires entrant dans les limites des contingents.</p> | |
| <p>Est-il possible de disposer de données concernant les importations pour les contingents tarifaires qui n'ont pas été ouverts?</p> | <p>Des données concernant les importations sont publiées par le Bureau central des statistiques.</p> |

| République slovaque G/AG/N/SVK/21 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2) | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Australie/Nouvelle-Zélande/États-Unis: Raisons pour lesquelles les contingents sont constamment sous-utilisés ou les taux d'utilisation chutent fortement en ce qui concerne un certain nombre de produits, notamment les suivants:</p> <p>Beurre</p> <hr style="border-top: 1px dashed black;"/> <p>Lait et crème de lait</p> <hr style="border-top: 1px dashed black;"/> <p>Animaux vivants de l'espèce bovine et viandes des animaux de l'espèce bovine</p> <hr style="border-top: 1px dashed black;"/> <p>Animaux vivants de l'espèce ovine et viandes des animaux de l'espèce ovine</p> | <p>Ce sont les principaux produits d'exportation de l'industrie alimentaire. Le taux d'utilisation enregistré pour le lait et la crème de lait est directement influencé par les importations en provenance de la République tchèque, qui ont été trois fois plus élevées que le volume du contingent tarifaire.</p> <hr style="border-top: 1px dashed black;"/> <p>Il s'agit de produits d'exportation traditionnels. Le faible taux d'utilisation s'explique par la baisse de la demande d'importations due à l'existence d'approvisionnements suffisants sur le marché intérieur.</p> |
| <p>Australie: Graines de navette et huile de navette – A noté que les faibles taux d'utilisation des contingents étaient auparavant imputables à la compétitivité de la production intérieure: la République slovaque a-t-elle envisagé de mettre en œuvre des taux de droits effectivement appliqués?</p> | <p>En 1999, le pays était autosuffisant en ce qui concerne les deux produits et il n'y avait pas de demande d'importations. Il se peut que les échanges effectués dans le cadre de l'union douanière avec la République tchèque aient eu également une influence sur les taux d'utilisation. Le cycle saisonnier des importations de graines de navette peut parfois avoir un effet négatif sur la production intérieure. C'est pourquoi, la République slovaque n'envisage pas effectivement pour l'instant de ne mettre en œuvre que des taux de droits appliqués.</p> |

| Slovénie G/AG/N/SVN/13 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2) | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Argentine/Australie/Canada/Corée/ Nouvelle-Zélande: Raisons pour lesquelles les contingents sont peu utilisés ou pour lesquelles leur taux d'utilisation a fortement baissé en ce qui concerne les produits suivants:</p> <p>Viande de bœuf</p> <p>Viande de bœuf fraîche ou congelée en carcasses; autres découpes de viande de bœuf fraîche; abats de bœuf frais et autres abats de bœuf congelés.</p> <hr style="border-top: 1px dashed black;"/> <p>Viande de bœuf de qualité supérieure; viande de bœuf salée.</p> | <p>Tous les contingents tarifaires ont été ouverts et entièrement distribués. Les quantités importées reflètent le degré d'intérêt commercial pour les produits concernés.</p> <p>La demande du secteur de la transformation porte sur la viande fraîche. Toutefois, l'offre est excédentaire sur le marché intérieur. En outre, des importations ont été effectuées dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels en 1999, ce qui s'est traduit par des conditions d'accès plus favorables</p> <hr style="border-top: 1px dashed black;"/> <p>Il n'y a pas de demande commerciale pour ces catégories étant donné qu'il s'agit de types de viande relativement peu connus sur le marché intérieur. L'augmentation des importations dépendra du niveau effectif de la demande de consommation.</p> |

| Slovénie G/AG/N/SVN/13 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2) | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Céréales</p> <p>Orge fourragère; maïs</p> | <p>Les conditions d'accès dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels ont été plus favorables que dans le cadre des régimes respectifs de contingents tarifaires. Les pays avec lesquels la Slovénie a conclu des accords de libre-échange sont également les fournisseurs traditionnels de ces produits.</p> |
| <p>Blé de mouture</p> | <p>Après la récolte de 1998, les stocks se sont accumulés. Ils ont été remis sur le marché intérieur en 1999. Cette même année, les importations ont totalisé 48 791 tonnes. Environ 50 pour cent de la totalité des importations ont donc été effectuées dans le cadre du régime de contingents tarifaires.</p> |
| <p>Produits laitiers</p> <p>Beurre</p> | <p>La demande de consommation intérieure est traditionnellement faible et porte plutôt sur les margarines et autres succédanés du beurre importés. Les importations effectuées dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels bénéficient de conditions d'accès plus compétitives.</p> |
| <p>Lait entier en poudre</p> | <p>La production slovène satisfait aux besoins du marché intérieur et dégage des excédents exportables. La Slovénie est exportatrice nette de lait et de produits laitiers. Les importations soumises à des contingents tarifaires ne sont effectuées que pour répondre à la demande de consommation de variétés de produits que l'on ne trouve pas dans le pays.</p> |
| <p>Viande de porc fraîche, en carcasses</p> | <p>Les conditions d'accès dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels étant plus favorables que dans le cadre des régimes de contingents tarifaires, de plus grandes quantités ont été importées à ce titre.</p> |
| <p>Huiles de navette et de colza</p> | <p>Les conditions d'accès au marché en 1999 ont été plus compétitives dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels.</p> |
| <p>Nouvelle-Zélande: Quels sont les progrès accomplis dans la mise en œuvre des modifications annoncées lors de la réunion de juin 1999 du Comité concernant le régime d'administration des contingents tarifaires?</p> <p><i>La Nouvelle-Zélande s'est déclarée satisfaite des modifications qui avaient déjà été apportées et espérait que le projet de la Slovénie visant à étendre à tous ses contingents tarifaires la méthode d'attribution des contingents dans l'ordre de présentation des demandes serait finalement adopté.</i></p> | <p>Le 1^{er} janvier 2000, la Slovénie a mis en place, à titre d'essai pour certaines positions tarifaires, une méthode consistant à attribuer les contingents tarifaires dans l'ordre de présentation des demandes, ce qui a permis aux autorités d'acquiescer une certaine expérience de la répartition des contingents tarifaires. Les autorités compétentes continueront d'améliorer l'efficacité de ce système d'administration. La liste des produits qui y sont assujettis sera étoffée.</p> |

| États-Unis G/AG/N/USA/30 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2) | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Nouvelle-Zélande: fromage de Cheddar et fromage suisse d'Emmental – Prière d'indiquer dans quel document les montants des contingents tarifaires concernant la période ont été notifiés. | Les modifications du système d'administration en vigueur aux États-Unis ont été notifiées dans le document G/AG/N/USA/2 daté du 8 Mars 1995. Ces modifications ont été apportées pour répondre aux demandes des pays auxquels des contingents sont attribués. |
| Nouvelle-Zélande/Thaïlande: – Raisons pour lesquelles les contingents sont sous-utilisés ou ne sont pas utilisés pour les produits suivants: Crème en poudre et lactosérum/babeurre en poudre ----- Sirops mélangés ----- Coton (rêche, rugueux, déchets) ----- Olives vertes mûres ----- Glaces de consommation ----- Pépites de chocolat à faible teneur en matières grasses | Des possibilités d'accès au marché ont été offertes pendant la période en question. Étant donné que les États-Unis n'ont pas mis en place de mesures visant à restreindre les importations et que la plupart de ces produits ont été importés dans l'ordre de présentation des demandes, la sous-utilisation des contingents est liée aux conditions du marché. Le droit applicable dans les limites du contingent est nul pour certains produits dont les importations effectuées dans les limites du contingent sont minimales ou nulles, comme les déchets de coton. Ce produit n'est pas autant utilisé que dans le passé par les fabricants nationaux, de sorte que les importations dans les limites du contingent sont peu importantes. |
| <i>Question additionnelle du Mexique: Arachides – Les exportations mexicaines hors ALENA vers les États-Unis sont-elles incluses dans le volume d'importations notifié?</i> | <i>Les États-Unis se sont engagés à fournir une réponse ultérieurement.</i> |
| Thaïlande: Les États-Unis ont-ils envisagé d'appliquer un régime exclusivement tarifaire, notamment pour les contingents dont le taux d'utilisation est nul? | Les États-Unis sont d'avis que la question de la sous-utilisation constante des contingents tarifaires mérite d'être examinée de manière plus approfondie lors des négociations sur l'agriculture. |
| Australie: Sucre brut – Perspectives concernant le niveau des taux d'utilisation, compte tenu de la baisse constante des importations. | Les États-Unis continueront d'honorer l'engagement qu'ils ont contracté dans le cadre du Cycle d'Uruguay en matière d'accès minimal pour le sucre brut. La mesure dans laquelle le contingent pour le sucre de canne brut sera utilisé à l'avenir dépendra des conditions sur le marché intérieur et du marché mondial du sucre. |

Tableaux MA:3 à MA:5 Notifications

| Communautés européennes G/AG/N/EEC/24 Résumé des mesures de sauvegarde spéciale (tableau MA:5) | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Argentine/Australie: Clause de sauvegarde spéciale fondée sur les prix - Prière d'indiquer le volume des importations assujetties à des droits additionnels. | Aucun renseignement n'est disponible en ce qui concerne le volume des importations soumises à la clause de sauvegarde fondée sur les prix. |
| Australie: Clause de sauvegarde spéciale fondée sur le volume – Prière de préciser le sens de l'expression " <i>a été invoquée</i> ". | La législation communautaire prévoit la possibilité de percevoir des droits additionnels conformément aux dispositions de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture. L'expression " <i>a été invoquée</i> " signifie que pour certains produits, les droits additionnels sont effectivement perçus si le volume de déclenchement est dépassé. |

| Japon G/AG/N/JPN/49 Clause de sauvegarde spéciale fondée sur les prix (tableau MA:4) | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Nouvelle-Zélande: La <u>Nouvelle-Zélande</u> demeure préoccupée par la réticence du Japon à utiliser les prix c.a.f. d'autres pays pour la période de base 1986/88 pour calculer les prix de déclenchement et considère que l'utilisation du seul prix c.a.f. pour 1988 n'est pas appropriée et n'est pas conforme à l'article 5.1 b). Pour quelles raisons les prix de référence extérieurs pour 1986 et 1987 n'ont pas été retenus, conformément à l'article 5.1. b). | Le Japon fixe le prix de déclenchement conformément à l'article 5.1 b) en se fondant sur le prix à l'importation c.a.f. pour 1988. La nomenclature du système harmonisé ayant été mise en place au Japon en 1988, le prix à l'importation pour la ligne tarifaire en question en 1986/87 n'est pas disponible. Aux termes de l'Accord sur l'agriculture, " <i>le prix de référence sera, en règle générale, la valeur unitaire c.a.f. moyenne du produit considéré, ou sera sinon un prix approprié eu égard à la qualité du produit et à son stade de transformation</i> ". Cela signifie qu'un Membre n'est, à un moment, obligé d'utiliser la valeur unitaire c.a.f. d'autres pays. |

| Japon G/AG/N/JPN/50 et JPN/53 Clause de sauvegarde spéciale fondée sur les prix (tableau MA:4) | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Argentine/Australie: Farine de froment – Modalités de calcul du prix de déclenchement, y compris le prix à l'importation c.a.f., le coefficient de conversion et le prix de référence de la mouture pour la période de base. | Aucune importation n'ayant été effectuée pendant la période de base, le prix de déclenchement a été fixé selon la méthode suivante: le prix moyen à l'importation c.a.f. pour le blé (qui est le produit primaire), soit 24,02 yen par kg, a été multiplié par le coefficient de conversion, soit 1,4, et le prix extérieur de la mouture, soit 13 yen par kg, a ensuite été ajouté. Ce calcul est en totale conformité avec l'article 5.1 b). <u>Sources</u> : le coefficient de conversion est repris de la Liste du Japon; le prix extérieur de la mouture est repris de la publication des États-Unis <u>Wheat Situation and Outlook Report</u> . |

| Japon G/AG/N/JPN/52 Résumé des mesures de sauvegarde spéciale (tableau MA:5) | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Australie: Quelle est la quantité d'importations visée par les mesures de sauvegarde spéciales résumées dans la présente notification?</p> | <p><u>Lait concentré sucré</u>: Après avoir invoqué la SGS fondée sur le volume, le Japon a importé 35 tonnes à des taux de droits plus élevés résultant de l'adoption de la SGS. <u>Inuline</u>: Aucune importation d'inuline n'a été effectuée après l'imposition de la SGS fondée sur le volume. <u>Amidon de froment, autres amidons et féculés</u> (à l'exception des amidons et féculés de sagou); <u>pois; préparations alimentaires d'une teneur en poids en constituants naturels du lait d'au moins 30 pour cent de la matière sèche; farine de froment</u>: la SGS fondée sur le prix n'a été invoquée que pour chaque expédition dont le prix était inférieur au prix de déclenchement à la date notifiée. Pour ne pas divulguer de renseignements sur les importations effectuées par les différents négociants, le Japon n'a pas rendu public le volume des importations visé par la SGS fondée sur le prix.</p> |

| Corée G/AG/N/KOR/28 Résumé des mesures de sauvegarde spéciale (tableau MA:5) | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Nouvelle-Zélande: Raison pour laquelle des importations hors contingent ont été effectuées alors que les contingents tarifaires respectifs n'étaient pas utilisés.</p> <p>Arachides (décortiquées)</p> | <p>Le montant total du contingent tarifaire a été importé en 1998. Certaines freintes s'étant produites pendant le transport des marchandises, le volume d'importation notifié semble être sous-évalué de 1,7 pour cent.</p> |
| <p>Ginseng blanc</p> | <p>Les prix à l'importation ont fortement augmenté en raison de l'envolée des taux de change en 1998. Malgré le niveau peu élevé du droit applicable dans les limites du contingent, il a même été impossible d'utiliser la totalité du contingent. Toutefois, certains importateurs ont recouru à la sous-facturation afin de pouvoir acheter du ginseng à des taux hors contingent.</p> |
| <p>Nouvelle-Zélande: Clause de sauvegarde fondée sur le volume -</p> <p>Absence de notifications selon le tableau MA:3 concernant les produits qui faisaient l'objet en 1998 d'une SGS fondée sur le volume;</p> | <p>Comme elle l'a indiqué lors de la 18^{ème} session du Comité, la Corée éprouve des difficultés à respecter les délais fixés en matière de notification car l'Administration des douanes met un temps considérable pour informer le Ministère de l'agriculture de tout déclenchement fondé sur le volume. Les produits pour lesquels la sauvegarde spéciale est déclenchée sont pour la plupart importés de pays non Membres de l'OMC. À l'avenir, la Corée s'efforcera de notifier dès que possible toute sauvegarde spéciale fondée sur le volume.</p> |
| <p>Quelles sont les modalités de calcul?</p> | <p>Ces renseignements seront fournis par écrit à la Nouvelle-Zélande.</p> |

| Corée G/AG/N/KOR/28 Résumé des mesures de sauvegarde spéciale (tableau MA:5) | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Quel est le volume des importations effectuées avant l'application de la SGS. | En 1998, la SGS fondée sur le volume a été appliquée aux importations d'amidon de froment (blé) et de ginseng. Même s'il n'y a pas eu d'importations avant que la Corée n'invoque la SGS, les contingents tarifaires ouverts pour ces deux produits ont été entièrement attribués. Le déclenchement de la SGS n'a eu aucun effet sur les importations soumises à des contingents tarifaires. À la fin de l'année, le contingent tarifaire pour l'amidon de froment (blé) avait été utilisé. |

Notification selon le tableau DS:1

| Australie G/AG/N/AUS/30 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Catégorie verte | |
| <p>Canada: Certains programmes énumérés, tant au niveau du Commonwealth qu'à celui des États, sont-ils nouveaux? Ont-ils fait l'objet de notifications connexes selon le tableau DS:2? En particulier:</p> <p style="padding-left: 40px;">Recherche-développement dans le secteur de la viande et des œufs de volaille;</p> | <p>Certains programmes sont nouveaux et d'autres existent déjà. Dans certains cas, l'amélioration de la collecte des données conduit à signaler des programmes qui n'ont pas fait auparavant l'objet de notification.</p> <p>Le soutien en matière de recherche-développement apporté à ces secteurs n'est pas nouveau et il existait déjà pendant la période de base comme indiqué dans les tableaux de la série AGST présentés par l'Australie.</p> |
| <p style="padding-left: 40px;">Recherche-développement dans le secteur de l'élevage de cervidés;</p> | <p>Auparavant, l'Australie n'avait pas mentionné ce programme séparément en raison du montant peu élevé du financement. L'Australie présentera une notification selon le tableau DS:2.</p> |
| <p style="padding-left: 40px;">Programme CPC 2002 en faveur du sucre; Programme national de lutte contre les adventices; Programme des aliments fins;</p> | <p>Il s'agit de nouveaux programmes et l'Australie présentera les notifications correspondantes selon le tableau DS:2.</p> |
| <p style="padding-left: 40px;">Programme d'aide aux ménages agricoles</p> | <p>Est décrit dans le document G/AG/N/US/18 (voir pages 7 et suivantes). Les dossiers de demande d'aide ont été clos en 1997 et le programme a pris fin en 1998-1999.</p> |
| <p>États-Unis : "<u>Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles</u>" effectués par le gouvernement du Commonwealth ainsi que les gouvernements des États ou Territoires – Prière de confirmer que tous les versements répondent aux critères du paragraphe 8 de l'annexe 2, en particulier ceux énoncés au paragraphe 8 a).</p> | <p>Ces versements sont effectués dans le cadre du programme d'aide en cas de circonstances exceptionnelles fournie par le gouvernement du Commonwealth pour soutenir les agriculteurs dont les activités sont viables et qui sont confrontés à des événements rares, graves et imprévisibles. Ce programme d'aide fait partie d'un programme plus vaste intitulé <i>Agriculture-Advancing Australia</i> (AAA) destiné à accroître la responsabilité des paysans dans l'élaboration de stratégies appropriées en matière de gestion des risques. L'aide fournie au titre de ce programme est totalement conforme aux critères énoncés dans le paragraphe 8 de l'annexe 2:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Cette aide n'est disponible que suite à une déclaration de "circonstances exceptionnelles" par le gouvernement. Les événements survenant dans le cadre de circonstances exceptionnelles sont en règle générale liés à la sécheresse, mais d'autres événements comme le gel pourraient également être visés par ce programme. La baisse des revenus due aux fluctuations des conditions saisonnières ou à la chute des prix des produits de base est censée relever de la gestion des risques ordinaires, et non de "circonstances exceptionnelles";</i> |

| Australie G/AG/N/AUS/30 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|---------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| | <ul style="list-style-type: none"> • <i>La nature du processus d'évaluation impose des tests rigoureux pour établir si l'événement donnant lieu à un versement a des répercussions graves et à long terme.</i> Les décisions prises par le Ministre de l'agriculture, des pêches et de la forêt du Commonwealth concernant les demandes d'aide au titre de circonstances exceptionnelles se fondent sur une évaluation objective effectuée par un organe d'experts consultatif. Depuis le 4 juillet 1998, sur les 20 régions qui ont demandé à bénéficier d'une aide, seules quatre ont été déclarées admises à bénéficier de cette aide et deux autres demandes sont en instance. • <i>La perte de production doit être sensiblement supérieure au seuil de 30 pour cent (annexe 2, paragraphe 8) avant que l'Australie considère qu'un événement a des répercussions graves.</i> |

| Canada G/AG/N/CAN/35 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Catégorie verte | |
| <p>Communautés européennes: Quelle est la signification du membre de phrase "<i>le Canada se réserve le droit de considérer certains versements comme répondant au critère de l'annexe 2, indépendamment de la façon dont les programmes sont placés dans la présente notification</i>"; quelle en est la raison et dans quel contexte cela s'inscrit-il? Quels sont les programmes concernés?</p> | <p>Lorsqu'il n'était pas possible d'affirmer que tous les versements effectués et le soutien fourni au titre d'un programme répondaient aux critères de l'annexe 2, le programme était mentionné en tant que soutien MGS autre que par produit. C'était le cas pour le programme d'aide au transport des céréales fourragères, la plupart des accords de développement économique et régional et les subventions accordées aux Conseils d'adaptation provinciaux. Le Canada avait inclus cette mention pour que, lors d'une enquête en matière de droits compensateurs, sa position ne soit pas compromise lorsqu'il défendrait certains versements effectués au titre de programmes classés en tant que soutien MGS comme ne donnant pas lieu à des mesures compensatoires au motif qu'ils entrent dans la catégorie verte.</p> |

| Canada G/AG/N/CAN/35 Soutien interne (tableau DS:1) | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------------------------|-------|------------------------------------------------------------|------|------------------------------------------------------------------------------|-----|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|--|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification | | | | | | | | | | | |
| <p>Australie: "<u>Services de commercialisation et de promotion</u>" – Prière de fournir des détails sur les projets entrepris par la Direction générale des services à l'industrie et aux marchés d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.</p> | <p>La Direction générale des services à l'industrie et aux marchés d'AAC négocie les accords commerciaux, défend les intérêts commerciaux du Canada dans le domaine de l'agriculture et de l'agroalimentaire, lève les obstacles aux échanges nationaux et internationaux, élabore et coordonne des approches stratégiques entre le gouvernement et les entreprises et encourage la formation d'alliances au sein des entreprises et avec des sociétés étrangères. Ces services sont destinés à promouvoir la croissance du marché intérieur et des débouchés à l'exportation et d'attirer et de préserver les capitaux, les technologies et les marchés. Le coût de la fourniture de ces services est indiqué dans le budget d'exploitation et le budget de capital de la Direction générale des services à l'industrie et aux marchés d'AAC. Les dépenses n'impliquent pas de versements aux producteurs ou aux transformateurs.</p> | | | | | | | | | | | |
| <p>Australie: "<u>Services d'infrastructure</u>" – Prière de fournir des détails sur les projets énumérés; prière de confirmer que ceux-ci ne prévoient pas le subventionnement des installations terminales au niveau des exploitations.</p> | <p>Les principaux éléments suivants sont visés: a) dépenses d'exploitation par l'administration du <u>rétablissement agricole des Prairies d'AAC</u> (60,5 millions de dollars), comme les programmes internes qui contribuent à la conservation des sols et des ressources en eau (par exemple, pâturages collectifs, projets d'irrigation Shelterbelt et Southwest Saskatchewan; b) partie du <u>Plan vert</u> qui n'est pas versée directement aux producteurs (22 millions de dollars), destiné à promouvoir la conservation et l'amélioration des ressources naturelles dans l'agriculture; c) <u>programme d'extension et de modernisation de l'irrigation de l'Alberta</u> (19,7 millions de dollars).</p> <p>Le Canada a respecté scrupuleusement les critères pour s'assurer que les programmes mentionnés à la rubrique "Services d'infrastructure" ne subventionnent pas la fourniture d'installations terminales au niveau des exploitations autres que pour l'extension de réseaux de services publics généralement disponibles.</p> | | | | | | | | | | | |
| <p>Australie: "<u>Soutien du revenu découplé</u>" – Prière de ventiler les dépenses par poste du programme</p> | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: center;">Poste du programme</th> <th style="text-align: center;">Millions de dollars</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Paiements de transition pour le grain de l'Ouest</td> <td style="text-align: center;">707,5</td> </tr> <tr> <td>Paiements supplémentaires pour les acres de terres arables</td> <td style="text-align: center;">49,8</td> </tr> <tr> <td>Programme national de transition pour les pommes (partie du revenu découplé)</td> <td style="text-align: center;">2,7</td> </tr> <tr> <td>Programme Canada –Alberta sur le développement du secteur du porc (partie du revenu découplé)</td> <td style="text-align: center;">2,8</td> </tr> </tbody> </table> | Poste du programme | Millions de dollars | Paiements de transition pour le grain de l'Ouest | 707,5 | Paiements supplémentaires pour les acres de terres arables | 49,8 | Programme national de transition pour les pommes (partie du revenu découplé) | 2,7 | Programme Canada –Alberta sur le développement du secteur du porc (partie du revenu découplé) | 2,8 | |
| Poste du programme | Millions de dollars | | | | | | | | | | | |
| Paiements de transition pour le grain de l'Ouest | 707,5 | | | | | | | | | | | |
| Paiements supplémentaires pour les acres de terres arables | 49,8 | | | | | | | | | | | |
| Programme national de transition pour les pommes (partie du revenu découplé) | 2,7 | | | | | | | | | | | |
| Programme Canada –Alberta sur le développement du secteur du porc (partie du revenu découplé) | 2,8 | | | | | | | | | | | |

| Canada G/AG/N/CAN/35 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>États-Unis: "<u>Régime d'assurance-revenu brut (RARB)</u>" – Quelle est la méthode utilisée pour rendre compte des versements au titre de ce régime? Pourquoi les dépenses pour la période 1996 n'ont-elles pas été notifiées? Préciser la base sur laquelle les versements ont été notifiés étant donné que, selon Statistiques Canada, catalogue n° 21-603, les versements effectués en 1996 au titre du régime d'assurance-revenu brut totalisent 294 millions de dollars canadiens.</p> | <p>Le soutien fourni au titre du régime d'assurance-revenu brut correspondait aux deux tiers de la totalité des versements effectués pour chaque campagne agricole, soit la part de deux tiers des primes payée par le gouvernement (fédéral et provincial). Les versements aux producteurs étaient imputés sur la campagne agricole correspondante. Le régime d'assurance-revenu brut ayant pris fin à la fin de la campagne agricole 1996/97, il n'y a pas eu de paiement pour ladite campagne. Les versements au titre du régime d'assurance-revenu brut mentionnés dans Statistiques Canada, catalogue n° 21-603 concernent des versements bruts, et pas uniquement la part des primes payée par le gouvernement, et sont mentionnés par année civile.</p> |
| <p>Corée: Quels sont la nature, le fonctionnement et les raisons du classement dans la catégorie verte des programmes suivants: "<u>Autres services généraux</u>";</p> | <p>Il s'agit de programmes financés par des fonds publics qui n'ont pas pour effet d'apporter un soutien des prix aux producteurs.</p> <p>Ces services ne relèvent pas d'une quelconque sous-catégorie de la rubrique "Services de caractère général" figurant au paragraphe 2 de l'annexe 2; ils n'impliquent pas de paiements directs aux producteurs. En 1996, le Canada a mis en œuvre les mesures suivantes:</p> <p>a) deux mesures fédérales/provinciales (720 000 dollars) – les <u>Services d'aide à l'emploi agricole</u> y compris des bureaux chargés d'aider les exploitants agricoles à évaluer leurs besoins en matière de main-d'œuvre et à recruter des ouvriers agricoles, et les <u>Protocoles d'accord</u>. Ces deux mesures créent des cadres de discussions portant sur la main-d'œuvre agricole, y compris des bureaux chargés d'aider les exploitants agricoles à évaluer leurs besoins en matière de main-d'œuvre et à recruter des ouvriers agricoles.</p> <p>b) deux mesures provinciales (4,75 millions de dollars): le <u>Agricultural Service Board</u> (Commission des services agricoles de l'Alberta) fournit une infrastructure pour mettre en œuvre des programmes de lutte contre les adventices, les maladies et les parasites, de conservation des sols et des eaux et pour permettre d'administrer les programmes au niveau local; le programme d'emploi d'été à la ferme de l'Alberta permet aux jeunes d'être informés des possibilités de carrière dans l'agriculture.</p> |

| Canada G/AG/N/CAN/35 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>"Autres".</p> | <p>Cette catégorie consiste en le volet innovation technologique de l'Entente Québec-Canada en matière agroalimentaire. Il a pour objectif d'accélérer le rythme de l'adoption et de la diffusion de technologies et de systèmes de production novateurs, et l'élaboration de nouveaux produits. Pour y parvenir, le Canada procède à des contrôles sur le terrain en ce qui concerne la recherche et les activités liées aux services de vulgarisation et de consultation visées à la rubrique "Services à caractère général". Certains de ces projets prévoyant d'effectuer des contrôles sur le terrain dans l'enceinte de l'exploitation agricole, certains producteurs recevaient certains versements directs en compensation du temps consacré au projet (recueil des données, matériel, voyages, etc.)</p> <p>Le montant de ces versements n'était pas fonction ni établi sur la base du type ou du volume de la production, des prix ou des facteurs de production employés. Il n'était pas obligatoire de produire pour pouvoir bénéficier de ces versements. Les résultats de la recherche sont mis à la disposition du public sur Internet. Le programme répond aux critères du paragraphe 5 de l'annexe 2.</p> |
| MGS par produit | |
| <p>États-Unis: Tableau explicatif DS:4 – Raison pour laquelle les versements directs liés aux prix sont inclus dans la valeur de production pour calculer le niveau <i>de minimis</i>; quelle est la catégorie de versements utilisée pour procéder à l'ajustement? Quelle est la valeur des versements par produit?</p> | <p>Cette approche est conforme à la méthode utilisée dans le document AGST présentée par le Canada. Elle est fondée sur la nécessité de neutraliser les écarts entre les produits ou les pays découlant des manières différentes dont le soutien est fourni. Lorsqu'un produit bénéficie d'un soutien des prix du marché, la production est évaluée aux prix mondiaux auxquels on ajoute l'écart de prix. Lorsqu'un produit bénéficie de versements directs, la production est évaluée aux prix mondiaux. Sauf dans le cas où la valeur de la production est ajustée à la hausse dans le deuxième cas, le pourcentage du soutien dont bénéficient les produits ou les pays sous forme de versements directs sera automatiquement plus élevé que s'ils avaient bénéficié du même soutien sous forme de soutien des prix du marché. Le dénominateur (valeur de production) inclut donc le montant des versements directs liés aux prix mentionné dans le tableau explicatif DS:6. Le montant mentionné à la colonne 7 du tableau explicatif DS:6 est ajouté à la valeur de production de chaque produit.</p> |

| Canada G/AG/N/CAN/35 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| États-Unis: Œufs, dindons, poulets (tableau explicatif DS:5) – Raison pour laquelle le soutien des prix du marché n'a pas été notifié pour ces produits compte tenu du maintien d'un système rigide de gestion des approvisionnements; fixation des prix à la production. | En 1996, comme cela était le cas pour la période de base indiquée dans le document AGST présenté par le Canada, le Canada n'a pas appliqué de prix administrés aux poulets, dindons, ni aux œufs. |
| Corée/États-Unis: Comment fonctionne le programme d'assurance du revenu de marché pour les <u>haricots secs</u> et le <u>blé</u> (tableau explicatif DS:6)? | Le programme d'assurance du revenu de marché est un programme fédéral et provincial qui fonctionne en Ontario depuis 1996. Des versements au titre de ce programme sont effectués lorsque le prix du marché annuel moyen tombe en dessous du prix de soutien. Le versement par acre est égal aux deux tiers de la différence entre le prix de soutien et le prix du marché annuel moyen multiplié par le volume de la production garantie (85 pour cent du rendement probable). Le prix de soutien au titre de ce programme pour une production visée se monte à 85 pour cent du prix moyen à 15 ans appliqué en Ontario (corrigé des coûts de production en utilisant l'indice des coûts de production). Les montants mentionnés dans le tableau explicatif DS:6 correspondent au montant total des versements, par produit, pour la campagne agricole 1996/97. |
| Corée/États-Unis: Blé et blé dur (tableau explicatif DS:4) – Raison pour laquelle le soutien a augmenté par rapport à 1995; | L'augmentation observée découle principalement du fait que les versements directs non exemptés mentionnés dans le tableau explicatif DS:6 sont plus élevés. L'augmentation s'expliquait principalement par a) la chronologie des versements au titre du programme d'aide pour la mise en commun des frais de transport (des versements ont été effectués en 1996/97 et figurent donc dans la notification de 1996) et par b) les dépenses encourues par le gouvernement fédéral pour éponger le déficit de la Commission ontarienne de commercialisation du blé pour la campagne agricole de 1996. |
| Communautés européennes/Nouvelle-Zélande/ États-Unis: Produits laitiers; beurre, poudre de lait écrémé (tableaux explicatifs DS:5 et DS:6) Prière de confirmer que le lait utilisé pour la consommation intérieure (utilisations finales relevant des catégories 1 à 4) est couvert par le système de soutien des prix; prière de justifier la raison pour laquelle seul le lait produit visé à la catégorie 4 a) est inclus et non tout le lait produit et tous les prix relevant des catégories 1 à 4. | - |
| Le soutien n'a-t-il été accordé que pour le beurre et la poudre de lait écrémé? Les produits laitiers ont-ils bénéficié de paiements directs provinciaux? | Le beurre et la poudre de lait écrémé sont les seuls produits auxquels le Canada applique des prix de soutien. Le lait et les produits laitiers n'ont pas bénéficié de paiements directs provinciaux. <i>Voir également les réponses plus loin.</i> |

| Canada G/AG/N/CAN/35 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Prière de fournir des détails sur les mesures de soutien pour le beurre et la poudre de lait écrémé; prière de donner des précisions sur les liens existant entre ces mesures;</p> | <p>Le soutien en faveur du lait en 1996 était composé de trois éléments (résumés dans le tableau explicatif DS:7): a) <u>Subvention pour le lait de transformation</u> (156,5 millions de dollars): il s'agit de paiements directs fédéraux aux producteurs de lait et crème industriels, dont le montant est calculé sur la base d'un taux donné par hectolitre. b) <u>Soutien des prix du marché pour le lait</u> (457,1 millions de dollars): seuls le beurre et la poudre de lait écrémé ont bénéficié de prix administrés en 1996. c) <u>Programmes provinciaux</u> (0,1 million de dollars): il s'agit du soutien fourni par le gouvernement provincial pour l'insémination artificielle dans le secteur des produits laitiers en Nouvelle-Écosse et en Ontario. Il n'y a pas de lien entre a) et b).</p> |
| <p><i>"Ventes de denrées des catégories 5 a) à c) qui sont destinées à la transformation"</i> – Quelle est la signification de ce membre de phrase? Quelle est la méthode utilisée pour établir une distinction entre les exportations ayant bénéficié du prix de soutien et les exportations n'en ayant pas bénéficié?</p> <p>Quelles sont les différentes quantités qui ont pu bénéficier du soutien des prix du marché en 1995 et 1996? Prière de justifier la raison pour laquelle le Canada a oublié d'inclure la quantité produite relevant de ces catégories s'il soutient les prix au-dessus du niveau des prix mondiaux;</p> | <p>Les changements intervenus en matière de fixation des prix des produits laitiers en 1995 et 1996 ont nécessité de modifier la méthode utilisée pour calculer le soutien des prix du marché pour le lait en 1996 par rapport à 1995. Avant ces changements, la quantité produite pouvant bénéficier du prix de soutien pour le beurre et la poudre de lait écrémé correspondait à la production totale de chacun de ces produits. Conformément au système de permis relevant de la catégorie 5 mis en place lors de la campagne laitière 1995-1996, certaines catégories de beurre et de poudre de lait écrémé ne remplissaient plus les conditions requises pour bénéficier du prix de soutien. Cela était le cas des produits laitiers utilisés par les transformateurs de second cycle pour certains usages particuliers. Depuis le 1^{er} août 1995, les prix du beurre et de la poudre de lait écrémé utilisés dans les produits se trouvant à un stade de transformation plus avancé relèvent des catégories 5 a) à c) et le prix du lait destiné à être transformé en beurre pour l'exportation relève des catégories 5 d) et e). En ce qui concerne la poudre de lait écrémé, les prix relevant des catégories 5 d) et e) ont été fixés aux alentours du 1^{er} mars 1996. La production visée de beurre et de poudre de lait écrémé doit donc exclure les quantités dont le prix est fixé à la catégorie 5. Pour ce faire, on soustrait de la production totale les quantités dont le prix est fixé aux catégories a) à c) et les quantités exportées. Toutefois, certaines quantités exportées en 1996 ayant été achetées au prix de soutien au moment du passage au système de catégories spéciales, elles ont été réintégrées dans la production visée.</p> |

| Canada G/AG/N/CAN/35 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>La même méthode de calcul a-t-elle été utilisée chaque année? Si tel n'est pas le cas, prière d'indiquer le volume de la production visée en 1996 calculé sur la base de la méthode utilisée en 1995.</p> | <p>Les détails du calcul ci-dessus montrent que la baisse des quantités produites pouvant bénéficier du prix de soutien entre 1995 et 1996 résulte principalement de l'exclusion des quantités n'ayant pas pu bénéficier du prix de soutien (à savoir, celles destinées à la transformation et à l'exportation). Dans la mesure où les dispositions appliquées en 1996 n'étaient pas les mêmes que celles appliquées en 1995, il était inutile d'utiliser en 1996 la méthode de calcul utilisée en 1995.</p> |
| <p>Corée: Nature des paiements effectués (tableau explicatif DS:7) au titre de la: <u>"Loi sur le paiement anticipé des récoltes"</u></p> | <p>Le programme s'appliquait à tous les produits agricoles entreposables cultivés au Canada, à l'exception du blé et de l'orge qui sont cultivés dans la région désignée par la Commission canadienne du blé. Il permettait aux associations de producteurs d'accorder à leurs membres des avances de fonds jusqu'à concurrence de 250 000 dollars. Les producteurs n'acquittaient pas les intérêts sur la première tranche de 50 000 dollars. Le soutien est mesuré à l'aide des intérêts payés par le gouvernement fédéral à des établissements financiers (par exemple des banques) pour le compte des associations de producteurs. En avril 1997, le programme a fusionné avec d'autres pour donner la Loi sur les programmes relatifs aux marchés agricoles.</p> |
| <p><u>"Réserve pour l'amélioration du réseau"</u></p> | <p>Ce programme a été mis en place en 1986 pour financer des programmes permettant de réduire les coûts de transport et de manutention des céréales dans l'Ouest canadien. Il a servi à financer certains frais additionnels de transport par camion encourus par les exploitants agricoles lors du transport de céréales et d'oléagineux vers un élevateur de remplacement après l'abandon d'un embranchement et à financer les coûts de transport par camion pour passer d'un élevateur situé sur un embranchement à un élevateur situé sur des lignes ferroviaires en exploitation. Une indemnité a été versée au titre de ce programme pour les expéditions effectuées jusqu'au 31 décembre 1999, date à laquelle il a pris fin.</p> |
| MGS autre que par produit | |
| <p>Communautés européennes/Corée: <u>"Compte de stabilisation du revenu net (CSRN)"</u>.</p> | |

| Canada G/AG/N/CAN/35 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Prière de donner des détails sur le programme;</p> | <p>Le CSRN est un programme national mis en place en 1991. Il fonctionne dans toutes les provinces et aide les producteurs à stabiliser leurs revenus agricoles par le biais d'un compte individuel de l'exploitation. Les gouvernements ajoutent aux dépôts annuels des producteurs dans un compte individuel CSRN des contributions proportionnelles de 3 pour cent au maximum des ventes nettes admissibles de produits agricoles (comprenant la plupart de ceux qui doivent être déclarés comme revenus de l'exploitation à des fins fiscales, hormis ceux dont l'offre est gérée, à savoir, les produits laitiers, les volailles, les œufs). Les producteurs peuvent également déposer sur leur compte un montant additionnel pouvant aller jusqu'à 20 pour cent des ventes nettes admissibles. La limite des ventes nettes annuelles admissibles par exploitant agricole est de 250 000 dollars. Les producteurs ont la possibilité de retirer des fonds de leur compte une fois par an.</p> <p><u>Retrait des fonds:</u> a) les producteurs peuvent retirer des fonds lorsque leur marge brute devient inférieure à la marge brute moyenne des cinq dernières années; ou bien b) les producteurs sont autorisés à effectuer des retraits si leur revenu net est inférieur à un seuil minimal fixé à l'avance qui est actuellement de 20 000 dollars pour un individu ou de 35 000 dollars pour une famille.</p> |
| <p>Quelle est la différence entre le compte de stabilisation du revenu net "<u>CSRN</u>" et le "<u>Compte de stabilisation du revenu net amélioré</u>";</p> | <p>Outre le dépôt ouvrant droit à une contribution équivalente qui est autorisée dans le cadre de l'Accord sur le CSRN, les participants peuvent effectuer, dans certaines provinces, un dépôt amélioré ouvrant droit à une contribution proportionnelle sur leur compte de stabilisation. Les contributions proportionnelles améliorées qui sont versées aux participants dans plusieurs provinces s'échelonnent entre 1 et 3 pour cent des ventes nettes admissibles. Les améliorations relèvent de programmes séparés qui nécessitent une autorisation différente de celle que nécessite le CSRN et font donc l'objet d'une déclaration séparée.</p> |
| <p>Raison pour laquelle le programme est classé comme soutien ne se rapportant pas à des produits déterminés.</p> | <p>Étant donné que le CSRN et le CSRN amélioré sont conçus et fonctionnent en tant que programmes de stabilisation du revenu au niveau de l'exploitation agricole dans son ensemble, il n'est pas possible d'indiquer le soutien dont bénéficie chaque produit.</p> |
| <p>Communautés européennes/États-Unis: "<u>Assurance-récolte</u>"</p> <p>Prière de fournir des détails sur le fonctionnement de ce programme;</p> | <p>Ce programme fonctionne dans toutes les provinces, il a pour objet de stabiliser les revenus des agriculteurs en atténuant les effets économiques des pertes de récoltes dues à des sinistres naturels. Les producteurs, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux versent des primes qui alimentent le compte d'assurance-récolte.</p> |

| Canada G/AG/N/CAN/35 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Pour quelle raison cette méthode de calcul a-t-elle été utilisée? Prière de fournir des précisions concernant l'expression "la contribution moyenne à long terme des gouvernements"; quel est le calcul effectué par le Canada pour affirmer que la contribution gouvernementale s'élève à 56 pour cent?</p> | <p>Le montant des indemnités est fonction du rendement moyen de l'agriculteur et elles sont versées lorsque celui-ci subit des pertes de rendement causées par un risque assuré. En principe, la part du producteur est fixée à 50 pour cent du montant de la prime, le gouvernement fédéral et la province en payant chacun 25 pour cent. D'après une analyse effectuée sur le long terme (depuis 1981), la contribution gouvernementale s'élève à 56 pour cent du montant des contributions totales. Ce pourcentage représente donc la contribution gouvernementale au montant total des indemnités versées chaque année aux producteurs.</p> |
| <p>Prière de fournir des renseignements sur les indemnités versées par récolte.</p> <p><i>Observations additionnelles: Étant donné que les indemnités sont versées en fonction des pertes de rendement, les Communautés européennes ont réaffirmé leur intérêt d'obtenir des renseignements sur le montant des subventions accordées par récolte.</i></p> <p><i>Le Canada s'est engagé à transmettre cette question aux autorités compétentes.</i></p> | <p>La quasi-totalité des produits agricoles cultivés à des fins commerciales (plus de 100) peuvent être couverts par l'assurance-récolte. Les écarts enregistrés au niveau des pertes de rendement engendrent des écarts d'une année sur l'autre au niveau du montant total des indemnités versées. Conformément à la Loi sur la protection du revenu agricole, le Canada indique chaque année le montant total des indemnités versées au titre du programme d'assurance-récolte notifiées comme soutien autre que par produit.</p> |
| <p>Corée: "<u>Aide en vue de l'ajustement à long terme de l'industrie de l'horticulture</u>" -</p> | <p>Ce programme comporte notamment des projets de recherche et de commercialisation; il a pour objet d'aider les producteurs et les transformateurs à s'adapter à long terme aux conditions du marché intérieur et du marché international.</p> |
| <p>Comment fonctionne le programme? Quels sont les bénéficiaires visés par le programme?</p> | |
| <p>Quels sont les types de culture qui bénéficient du programme?</p> | <p>Dans la mesure où le programme ne vise pas de produits pris séparément, les bénéficiaires sont, notamment, des producteurs et transformateurs d'un grand nombre de produits horticoles, comme les fruits et les légumes, le miel et le sirop d'érable.</p> |
| <p>Communautés européennes: "<u>Programme de recyclage des producteurs de tabac</u>" – Raison pour laquelle le programme est classé comme soutien ne se rapportant pas à des produits déterminés.</p> | <p>Ce programme consistait en 1996 en deux volets: a) celui de la diversification (Ontario) qui finançait des projets relatifs aux produits pionniers et des activités à valeur ajoutée (développement des produits et des marchés); et b) le programme d'aide à la réorientation des producteurs de tabac (Îles du Prince Édouard) au titre duquel les producteurs renonçant au reste de leur contingent sur le tabac et laissant le tabac pousser bénéficiaient de versements directs. Il n'y avait pas de programme lié au tabac dans d'autres provinces. Dans la mesure où les producteurs d'un produit déterminé ne bénéficient pas d'un soutien au titre de ce programme, celui-ci est classé comme soutien autre que par produit.</p> |

| Canada G/AG/N/CAN/35 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Communautés européennes/États-Unis: "<u>Avantages de crédits fédéraux</u>" -</p> <p>Prière de fournir des détails sur le programme;</p> | <p>Ce programme consiste en trois mesures: a) les prêts octroyés par la société du crédit agricole (ECA) (5,184 millions de dollars en 1996); b) l'Office de l'établissement agricole des anciens combattants (OEAAC) (0,08 million de dollars); et c) la Loi sur les prêts consentis aux agriculteurs et aux coopératives de commercialisation des produits agricoles (appelée précédemment "Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles dans la documentation relative à la période de base"), programme de garantie de prêts (1,873 millions de dollars). Le soutien fourni au titre de a) et b) est mesuré en multipliant l'encours de la dette par l'écart entre le taux commercial pondéré et le taux commercial. Le soutien fourni au titre de c) est calculé d'après le montant des indemnités versées moins les redevances perçues auprès des producteurs et les recouvrements. Ces méthodes de calcul sont identiques à celles mentionnées dans le document AGST présenté par le Canada.</p> |
| <p>Traitement du montant négatif dans le calcul de la MGS.</p> | <p>Voir le document G/AG/W/44 daté du 14 mars 1999, intitulé "<i>Traitement des composantes négatives dans le calcul de la MGS et de la MGS totale – Document de travail présenté par le Canada</i>". Les montants positifs et négatifs résultant de mesures différentes appliquées à un produit (ou comme soutien autre que par produit) peuvent se neutraliser en partie lors du calcul du montant de la MGS par produit (ou de la MGS autre que par produit). Toutefois, cette neutralisation ne serait pas autorisée entre deux MGS par produit ou entre une MGS par produit et une MGS autre que par produit.</p> |

| Communautés européennes G/AG/N/EEC/12/Rev.1 et Corr.1 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Philippines: <u>Programmes de protection de l'environnement</u> – Prière de décrire les programmes, notamment ceux qui ont trait à l'extensification et à la conservation des ressources génétiques dans l'agriculture; ces programmes sont-ils conformes au paragraphe 12 de l'annexe 2?</p> | <p>Voir les pages 50 et 51 du document G/AG/R/15. Les objectifs des programmes de protection de l'environnement sont de promouvoir des méthodes de production agricole compatibles avec les prescriptions concernant la protection de l'environnement et la conservation de la nature et des paysages. Pour parvenir à cet objectif, les États membres doivent établir des programmes pour les différentes zones pour au moins cinq ans. Ces programmes doivent comporter une définition des régions géographiques, une description des objectifs proposés et une justification et indiquer les conditions d'attribution de l'aide.</p> <p>Ces programmes prévoient une aide aux agriculteurs qui prennent l'un des engagements suivants:</p> |

| Communautés européennes G/AG/N/EEC/12/Rev.1 et Corr.1 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| | <ul style="list-style-type: none"> • réduire de manière substantielle l'utilisation d'engrais et/ou d'autres produits de protection des plantes, ou maintenir les réductions déjà effectuées, ou commencer ou poursuivre des cultures biologiques; • s'orienter, par d'autres moyens que ceux indiqués au paragraphe précédent, vers des modes de culture plus extensifs, notamment la production de fourrage, ou conserver les méthodes de production extensives adoptées dans le passé, ou convertir des terres arables en sols herbagés; • utiliser d'autres modes de culture compatibles avec les prescriptions en matière de protection de l'environnement et des ressources naturelles, ainsi que la conservation de la nature et des paysages (entretien des habitats, comme les vergers traditionnels, les lisières des champs et les rives), ou élever des animaux ou des races locales en voie d'extinction; • geler les terres pendant au moins 20 ans et les utiliser à des fins de protection de l'environnement (création de réserves de biotopes ou de parcs nationaux) ou, enfin, protéger les systèmes hydrologiques; • assurer l'entretien des terres agricoles et forestières abandonnées; • exploiter les terres pour permettre l'accès au public et les activités de loisir. <p>Les programmes de protection de l'environnement sont élaborés par les États membres et doivent remplir les conditions spécifiques requises au paragraphe 12 de l'annexe 2. Ils sont soumis à l'approbation de la Commission et leur mise en œuvre est supervisée par les autorités compétentes des États membres et par les services de la Commission.</p> |

| Corée G/AG/N/KOR/24/Corr.1 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Catégorie verte | |
| <p>Australie/Canada/États-Unis: "<u>Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen de programmes de retrait de ressources de la production</u>" -</p> | <p>Les programmes visés ci-dessous ont été notifiés au titre du paragraphe 10 de l'annexe 2. Ils ont été mis en œuvre à titre temporaire pour prévenir un approvisionnement excessif en lait par la réduction du nombre de vaches laitières et de veaux de race laitière en raison de la diminution de la consommation de lait sur le marché intérieur due à la crise financière.</p> |

| Corée G/AG/N/KOR/24/Corr.1 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Les deux programmes sont-ils conformes au paragraphe 10 de l'annexe 2, notamment à la prescription selon laquelle le produit doit être retiré de manière permanente des produits agricoles commercialisables?</p> | <ul style="list-style-type: none"> • <u>Achat de veaux de race laitière aux fins de liquidation</u>: le programme avait pour objectif d'exclure le troupeau laitier de la production laitière à des fins commerciales. Les veaux de race laitière étaient achetés au prix de 100 000 won par tête à condition d'être abattus après avoir été achetés. Aucun des veaux de race laitière acheté n'a été réutilisé pour la production laitière. La plupart sont morts de maladies, ont été enterrés ou brûlés, ou donnés à des organisations à but non lucratif, notamment à des œuvres de bienfaisance. • <u>Montant compensatoire versé pour l'abattage des vaches laitières</u>: le montant des versements effectués ne compensait qu'une partie de la perte de revenu de l'exploitant agricole qui avait abattu volontairement des vaches laitières produisant du lait (100 000 won par tête). L'abattage des vaches laitières était la seule condition requise. <p>En outre, le montant de ces versements n'est pas établi sur la base du type ou du volume de la production ni sur celle des prix intérieurs ou internationaux. Les programmes sont donc conformes aux critères du paragraphe 10 de l'annexe 2.</p> |
| <p>Prière de présenter la notification y afférente selon le tableau DS:2.</p> | <p>Ces programmes sont du même type que ceux concernant le programme de <u>gestion du stock de têtes de bétail</u> visé au tableau récapitulatif DS:4 de la Liste de la Corée. Ces programmes n'ont donc pas fait l'objet d'une notification séparée dans le tableau DS:2.</p> |

| Mongolie G/AG/N/MNG/5 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Nouvelle-Zélande: "<u>Programme national "Révolution verte"</u>" – Ce programme est-il nouveau? Dans l'affirmative, prière de présenter la notification y afférente selon le tableau DS:2.</p> | <p>La notification y afférente selon le tableau DS:2 a été transmise au Secrétariat le 16 juin 2000 et est actuellement à l'examen.</p> |

| Maroc G/AG/N/MAR/16 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Catégorie verte | |
| Australie: " <u>Structure et infrastructure</u> " – Prière de fournir des renseignements et d'indiquer quels sont les programmes visés par ce type de mesure. Quels sont les produits visés? | Cette mesure vise la fourniture de matériel pour l'entretien, l'agrandissement et la réhabilitation d'immeubles; la remise en état et l'acquisition du matériel; pour les services extérieurs chargés de la supervision et du suivi des activités agricoles dans diverses régions du pays. Cette mesure ne vise aucun produit spécifique en particulier. |
| Australie: " <u>Aides alimentaires intérieures</u> " – Comment fonctionne ce programme? Qui en sont les bénéficiaires? Que signifie l'expression " <i>compensations nettes</i> "? Les producteurs bénéficient-ils des paiements directs? | Certains produits de base sont subventionnés lorsqu'ils sont destinés aux populations défavorisées. La subvention couvre la différence entre les prix internationaux et les prix subventionnés à la consommation. La subvention profite aux consommateurs et non aux producteurs. La compensation nette est calculée d'après la différence entre a) la compensation versée pour les produits de base et b) les droits d'importation. |
| Australie: " <u>Protection du cheptel</u> " – Quelle est la catégorie de l'annexe 2 dans laquelle entre cette mesure? Sur quelle base sont effectués les versements? | Cette mesure consiste à approvisionner en aliments pour animaux les régions qui ont été officiellement déclarées touchées par la sécheresse par les autorités gouvernementales compétentes. |

| Nouvelle-Zélande G/AG/N/NZL/22 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Catégorie verte | |
| Australie: " <u>Programmes d'irrigation communautaire</u> " – Les activités de gestion et d'exécution sur place sont-elles conformes au paragraphe 2 g) de l'annexe 2? | Les versements sont totalement conformes au paragraphe 2 g) de l'annexe 2. Les dépenses sont uniquement fonction des travaux d'équipement hors exploitation au titre du seul programme d'irrigation qui soit toujours propriété de la Couronne. |
| États-Unis: " <u>Programme d'aide au secteur rural</u> " – Quel est le montant des pertes de production à partir duquel des versements sont effectués? Quelle est la base de calcul de la perte de production? | Le programme est conforme au paragraphe 8 de l'annexe 2. La Nouvelle-Zélande est en train d'examiner avec soin s'il pourrait mieux concorder avec une autre catégorie de mesures de la catégorie verte. Si besoin est, elle présentera une version révisée de la notification. Les dépenses notifiées concernent 1 715 subventions représentant le versement d'un montant moyen de 180 dollars par famille et par semaine pendant quatre semaines. En règle générale, les subventions sont versées ponctuellement pour un mois, mais les bénéficiaires peuvent demander chaque mois à bénéficier d'un nouveau versement. Les subventions sont, en fait, des prestations sociales qui servent à pourvoir aux besoins essentiels d'une famille, notamment alimentaires, et s'élèvent à environ 50 pour cent du montant habituel de l'allocation chômage. Elles ne rétablissent pas la rentabilité ni n'améliorent l'intégrité physique de l'exploitation agricole. |

| Nouvelle-Zélande G/AG/N/NZL/22 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| | En juin 1992, la Nouvelle-Zélande a mis progressivement fin au soutien visant à rétablir directement la rentabilité économique et/ou l'intégrité physique des exploitations agricoles ou horticoles touchées par une catastrophe due à un phénomène climatique ou par une catastrophe naturelle. |
| Corée: " <u>Crédits pour le reboisement de la côte Est</u> " - Comment fonctionne le programme? | Le programme, lancé en 1992, a pour objet de s'attaquer au problème de la forte érosion de la côte Est de l'île du Nord. L'objectif global étant de gérer les sols de manière écologiquement viable, le programme a été modifié en 1999 pour, entre autres choses, englober d'autres possibilités de traitement, notamment le reboisement et le retour au maquis et aux forêts qui poussent localement. La prescription selon laquelle les arbres sont destinés à être abattus a été supprimée. |
| Ce programme est-il conforme aux critères du paragraphe 12 de l'annexe 2? | <ul style="list-style-type: none"> Le programme est totalement conforme aux critères du paragraphe 12 de l'annexe 2. Les conditions à remplir sont fixées sur la base d'un programme public de conservation de l'environnement clairement défini. Les versements sont subordonnés au respect de conditions précises énoncées dans le programme, comme indiqué dans chaque demande. Chaque année, le Ministère de l'agriculture et des forêts fixe une limite supérieure au montant global de la subvention, calculé à partir d'une estimation statistique du coût effectif de mise en œuvre de ces programmes. |
| Quelles sont les conditions à remplir pour bénéficier de ce programme? | Ces conditions sont énoncées dans le Règlement de 1992 concernant les subventions accordées pour le reboisement de la côte Est. Ont droit à ces subventions les personnes qui sont propriétaires d'un terrain situé dans le district de Gisborne, ont une part sur ce terrain ou ont le droit de l'utiliser. Les terrains "visés" sont des terrains qui n'ont pas de couverture végétale suffisante pour assurer une protection efficace contre l'érosion à l'heure actuelle ou à l'avenir. Les dossiers de candidature doivent comporter un plan de gestion forestière qui couvre la zone implantée par tranche annuelle pour une période de trois ans maximum ainsi que le régime d'entretien qui sera appliqué. Les subventions sont attribuées dans le cadre d'un système d'appel d'offres. |

| Norvège G/AG/N/NOR/25 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Catégorie verte | |
| Nouvelle-Zélande/États-Unis: " <u>Soutien des prix des céréales</u> " – Prière de fournir des renseignements sur a) les versements au titre du soutien des prix, visés au | Il s'agit d'un poste budgétaire distinct à l'intérieur du poste principal intitulé "détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire" |

| Norvège G/AG/N/NOR/25 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| tableau explicatif DS:5 et b) les versements effectués à des fins de sécurité alimentaire; | (NOK 21,8 millions) du budget du Ministère de l'agriculture. Pour des raisons de transparence, les dépenses totales ont été englobées dans la catégorie verte de la Liste de la Norvège, bien que l'élément soutien des prix figure au tableau explicatif DS:1. Cet élément figure donc dans la liste aux tableaux DS:1 et DS:5. |
| ----- Demandent que le programme ne figure plus au tableau explicatif DS:1 en raison de sa non-conformité avec les critères fondamentaux. | La Norvège a choisi d'inclure dans la notification la totalité du poste budgétaire pour qu'il demeure conforme à sa Liste. |
| États-Unis: " <u>Compensation en cas de catastrophes naturelles</u> " – Cette aide est-elle conforme au paragraphe 8 de l'annexe 2? Quels sont les versements accordés pour les pertes à la production? Sur quelle base les versements ont-ils été calculés? | La Norvège s'engage à fournir une réponse ultérieurement. |
| Nouvelle-Zélande: " <u>Subvention à l'estivage des troupeaux laitiers dans les régions montagneuses</u> " – A noté que pour bénéficier d'une subvention, les producteurs doivent remplir les conditions suivantes: a) exercer une activité agricole dans les zones désignées pendant l'été et b) assurer au moins quatre semaines de livraison à une laiterie pendant un été (voir le document G/AG/R/19). Cette subvention est-elle conforme aux critères fondamentaux? Les exploitants agricoles bénéficieraient-ils du soutien même s'ils n'exerçaient pas d'activité agricole dans les zones désignées? Dans la négative, le programme devrait-il faire partie de la MGS courante de la Norvège? | Cette subvention est destinée à compenser le coût supplémentaire de l'estivage des vaches laitières dans les zones montagneuses afin de préserver le paysage agricole et maintenir la production traditionnelle de lait dans les régions montagneuses, y compris la conservation des bâtiments agricoles traditionnels. La subvention est versée chaque année sous la forme d'une somme forfaitaire. Les prescriptions en matière de livraison de lait visent à faire en sorte que seules les exploitations d'été produisant du lait dans les régions montagneuses bénéficient de versements. Ceux-ci n'ont pas d'influence ou ont une influence minimale sur la production totale de lait qui est limitée par des contingents. Le programme est conforme au paragraphe 12 a) et b) de l'annexe 2. |
| Nouvelle-Zélande: " <u>Subvention à la production dans des régions escarpées</u> " – A noté que les versements semblent être faits à l'hectare. Cette subvention est-elle conforme aux critères fondamentaux? Les exploitants agricoles bénéficieraient-ils du soutien même s'ils n'exerçaient pas d'activité agricole dans les zones désignées? Dans la négative, le programme devrait-il faire partie de la MGS courante de la Norvège? | Le programme vise à préserver le paysage humanisé en encourageant les activités agricoles dans les régions escarpées et isolées. Il vise à indemniser les agriculteurs pour les dépenses supplémentaires qu'ils engagent en raison des difficultés de production dues aux conditions topographiques dans les régions escarpées. L'aide n'est accessible qu'aux exploitations situées dans des lieux où l'escarpement est égal ou supérieur à 1:5 sur au moins 50 pour cent de la superficie de production totale. Les produits visés sont les suivants: fourrage grossier (y compris les prairies et pâturages), céréales, pommes de terre, baies, fruits et légumes. Les versements sont faits à l'hectare, avec un maximum de 5 hectares par exploitation. Environ 23 900 ha (" <i>Vingt-trois mille neuf cent hectares</i> ") ont bénéficié de ce programme. Celui-ci a donc des effets minimes sur la production et les échanges. Il est conforme au paragraphe 12 a) et b) de l'annexe 2. |

| Norvège G/AG/N/NOR/25 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Nouvelle-Zélande: "<u>Plan de congés et de remplacement</u>" – Ce programme est-il conforme au paragraphe 6 d) et e) de l'annexe 2?</p> <p><i>Selon la Nouvelle-Zélande, le programme semble avoir un rapport avec la production dans la mesure où les ouvriers agricoles embauchés et employés en l'absence de l'exploitant agricole sont très probablement employés pour maintenir la production de l'exploitation (voir le document G/AG/R/19).</i></p> | <p>Le programme permet aux éleveurs de prendre des vacances et de se faire remplacer conformément à la législation du travail concernant le cadre de travail. Le montant maximum du versement, qui se présente sous la forme d'une somme forfaitaire allouée chaque année à une exploitation agricole, est destiné à rémunérer en partie un agriculteur à temps complet. Les agriculteurs à temps partiel perçoivent un versement compensatoire réduit (calculé sur la base du nombre d'animaux élevés dans l'exploitation). Le montant maximum, calculé pour chaque exploitation, n'est pas versé tant que les dépenses engagées pour remplacer chaque exploitant n'ont pas été justifiées, afin d'éviter tout abus. Le programme donne donc aux familles d'exploitants agricoles la possibilité de prendre quelques semaines de congés sans que la production n'en soit affectée. Il fonctionne conformément aux critères de l'annexe 2. Les facteurs de production employés n'ont pas d'influence sur le programme. Si l'ouvrier agricole embauché ne fait pas le travail, c'est à la famille de l'exploitant agricole de le faire, mais celle-ci n'aura pas les mêmes possibilités de prendre des congés.</p> |
| <p>Thaïlande/États-Unis: "<u>Promotion et stockage</u>" - Prière de décrire les modalités de fonctionnement; prière d'indiquer les modalités de la réglementation du marché, de la promotion et de la vente; quel est le mode de versement utilisé pour "<i>obtenir des prix administrés</i>"; cette aide est-elle conforme au paragraphe 13 b) de l'annexe 2 si les versements sont effectués effectivement dans ce but?</p> | <p>Ce programme comprend plusieurs mesures: a) des versements pour les activités d'information et de commercialisation générique des fruits et légumes afin de faciliter la vente de ces produits et d'assurer un approvisionnement dans toutes les régions du pays; b) des versements destinés à favoriser la demande de produits écologiques. Les versements sont alloués en fonction des demandes reçues. L'élément "versements effectués pour obtenir des prix administrés" figure dans les calculs du soutien des prix du marché compris dans la MGS, conformément au paragraphe 8 de l'annexe 3.</p> |
| MGS | |
| <p>Nouvelle-Zélande: <u>Déduction de l'élément négatif concernant la MGS autre que par produit</u> – Prière de justifier cette approche qui permet de contourner les engagements en matière de soutien interne.</p> | <p>Les taxes perçues sur les engrais et les pesticides sont déduites de la MGS autre que par produit. Elles étaient également incluses dans la Liste de la Norvège. Conformément au paragraphe 4 de l'annexe 3, les prélèvements ou redevances agricoles spécifiques payés par les producteurs seront déduits de la MGS.</p> |

| Turquie G/AG/N/TUR/10 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Canada:</p> <p>Demande que la Turquie communique sa MGS totale courante en livres turques, à savoir la monnaie dans laquelle sont libellés les tableaux explicatifs qu'elle a présentés dans le cadre du Cycle d'Uruguay.</p> | <p>Le calcul du soutien interne exprimé en livres turques n'a plus de raison d'être compte tenu du taux d'inflation chronique que connaît la Turquie depuis 1995.</p> |
| <p>Prière de fournir des données sur les taux annuels d'inflation; prière d'expliquer les raisons pour lesquelles ces taux sont jugés excessifs de sorte que le Comité doive prendre dûment en compte cette question, comme le prévoit l'article 18:4 de l'Accord sur l'agriculture.</p> | <p>Entre 1995 et 1999, les taux d'inflation ont oscillé entre 88 et 53 pour cent. Toutefois, le taux d'inflation a chuté pendant l'année 2000. La Turquie présentera donc les calculs en livres turques dans la notification de l'année prochaine concernant le soutien interne.</p> |
| <p>Australie: <u>MES</u> ou <u>MGS</u> –</p> <p>Dans quel but utilise-t-elle la MES dans l'annexe au tableau explicatif DS:5 (MGS par produit)?</p> | <p>Jusqu'en 1998, la Turquie a utilisé la MES. Toutefois, pour répondre aux questions soulevées par les Membres pendant le processus d'examen, la base de calcul a été modifiée en 1999, date à partir de laquelle la Turquie a utilisé la MGS et continuera de le faire à l'avenir. L'annexe au tableau explicatif DS:5 en 1999 est libellée par erreur "MES" et le Secrétariat publiera un corrigendum à cet égard.</p> |
| <p>Raison pour laquelle le soutien indiqué à l'annexe au tableau explicatif DS:5 n'a-t-il pas été reporté au tableau explicatif DS:5?</p> <p><i>Ayant écouté la réponse, l'Australie ne comprenait toujours pas la manière dont le soutien en faveur de la betterave à sucre était indiqué dans la présente notification, surtout dans la mesure où "les mêmes calculs s'appliquent aux deux tableaux" (à savoir l'annexe au tableau explicatif DS:5 et le tableau explicatif DS:5). Si, donc, le soutien en faveur de la betterave à sucre était correctement indiqué, cela entraînerait le non-respect de la MGS.</i></p> | <p>Il s'agit d'un oubli qui n'est pas dû à une raison particulière. Les mêmes calculs s'appliquent aux deux tableaux.</p> |
| <p>Canada/Nouvelle Zélande/États-Unis: Betteraves à sucre –</p> <p>Quelles sont les mesures prises par la Turquie pour se conformer à ses obligations en matière de soutien interne (en 1999, la MES était égale à 51,61 pour cent de la valeur de la production de betteraves à sucre)?</p> | <p>Ce problème n'existe qu'en ce qui concerne les betteraves à sucre. Comme il est indiqué à l'annexe au tableau explicatif DS:5, le prix de référence moyen pour les betteraves à sucre était sensiblement bas en 1986-88, ce qui affecte les résultats du calcul. En outre, les corrections des taux de change n'ont pas suivi le même rythme que les taux d'inflation, ce qui s'est traduit par une surévaluation de la livre turque et a encore aggravé le problème. Néanmoins, la Turquie est pleinement consciente des engagements qu'elle a contractés dans le cadre de l'OMC et a récemment lancé un programme de réforme de la politique agricole. Dans ce cadre, elle réduira encore ses dépenses budgétaires concernant le soutien interne. Les raffineries de sucre d'État qui achètent principalement le sucre aux producteurs seront également privatisées.</p> |

| Turquie G/AG/N/TUR/10 Soutien interne (tableau DS:1) | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| <p>Prière de donner des précisions concernant l'argument "<i>pas d'acheteurs privés</i>" (invoqué précédemment pour justifier l'exemption du soutien des engagements MGS) et prière d'expliquer de manière approfondie le raisonnement de la Turquie à cet égard;</p> | - |
| <p>Demandent à la Turquie de présenter une notification modifiée visant à inclure ce soutien dans le calcul de la MGS.</p> | <p>La Turquie ne conteste pas que le soutien en faveur de la betterave à sucre est supérieur au niveau "<i>de minimis</i>". Elle résoudra ce problème lors de la mise en œuvre de la réforme de sa politique agricole.</p> |
| <p><i>Observations additionnelles. Les États-Unis ont rappelé que la Turquie violait ses engagements dans la mesure où les niveaux de soutien pour la betterave à sucre sont supérieurs, pour la deuxième année consécutive, au niveau d'engagement en matière de soutien interne. De plus, selon le Canada et les États-Unis, le fait que le commerce de ce produit relève exclusivement du secteur public ne semble pas être une raison valable pour exempter le soutien des engagements de réduction et ne justifie pas que le soutien fourni soit supérieur aux engagements de la Turquie. L'Australie a rappelé qu'étant donné que les raffineries de sucre appartenaient à l'État, le calcul du soutien des prix du marché devrait être notifié selon le tableau explicatif DS:5.</i></p> | |
| <p>États-Unis: Blé – Quelles sont les modalités de calcul du soutien <i>de minimis</i>? 9,95 pour cent en 1999 (c'est-à-dire le même niveau qu'en 1998); quelle est la source des chiffres concernant la production de blé en 1999 compte tenu des données différentes provenant d'autres sources? Existe-t-il une source publiée concernant le prix administré appliqué et le prix du marché indiqué dans la notification?</p> | <p>Les résultats font apparaître le même pourcentage par pure coïncidence. Le chiffre concernant la production de blé (18 millions de tonnes en 1998) a été publié officiellement par l'Institut national de la statistique. Comme cela a été notifié, il y a une source publiée concernant le prix administré appliqué, à savoir le Journal officiel. En 1999, le prix administré appliqué concernant le <i>hard red winter</i> d'Anatolie s'élevait à 88 000 livres turques par kg. En 1999, le prix du marché était le prix moyen fixé par les trois plus grandes bourses turques de céréales.</p> |
| <p>Argentine/Australie: Prière de communiquer les chiffres concernant la valeur de production à l'appui de l'allégation de soutien <i>de minimis</i>, y compris pour la betterave à sucre.</p> | <p>Ces renseignements sont indiqués dans l'annexe au tableau explicatif DS:5.</p> |

Notifications selon le tableau DS:2

| Communautés européennes G/AG/N/EEC/17 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2) | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Philippines: Quelle est la nature des normes minimales en matière d'hygiène, d'environnement et de protection des animaux et de quelle manière ces normes sont-elles fixées? | Ces normes sont énoncées dans la législation communautaire et la législation nationale. |
| Les critères ci-dessus sont-ils conformes aux paragraphes 11 et 12 de l'annexe 2? | Des renseignements détaillés sur les mesures et leur compatibilité avec les dispositions spécifiques de l'annexe 2 avaient été fournis lors des discussions concernant les notifications concernant le soutien interne présentées par les Communautés européennes en 1995/96 et 1996/97. Dans la réforme de l'Agenda 2000, certaines mesures en vigueur ont été légèrement modifiées. Outre les prescriptions en vigueur en ce qui concerne la restructuration financière et physique de leurs activités, les bénéficiaires doivent également se conformer aux normes minimales ci-dessus. |

Notifications selon les tableaux ES:1 à ES:3

| Chypre G/AG/N/CYP/8/Rev.1 Subventions à l'exportation (tableau ES:) | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Canada : Subventions visées à l'article 9.4 – Prière de décrire le fonctionnement du programme et la manière dont les versements sont effectués; prière de confirmer que les subventions sont limitées aux types de programmes visés aux paragraphes d) et e) de l'article 9.1. | S'engage à fournir une réponse ultérieurement. |
| Nouvelle-Zélande: Alcool de vin et autres produits viticoles – A noté que, nonobstant l'article 9:2 b) Chypre a accordé des subventions à l'exportation excédant les niveaux d'engagement. Prière de fournir une ventilation détaillée des programmes de subventions; prière d'expliquer comment Chypre va procéder pour se conformer à nouveau aux dispositions de l'article 9:2 b). | S'engage à fournir une réponse ultérieurement. |

| Estonie G/AG/N/EST/1 Subventions à l'exportation (tableau ES:1) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Canada: Lait – Prière de confirmer les plans tendant à mettre sur pied une société publique pour encourager les exportations par le biais de subventions financières; dans l'affirmative, veuillez fournir des renseignements sur le fonctionnement du programme et les prix payés aux producteurs. | Il y a eu un débat général en Estonie sur la manière de maximiser les recettes d'exportation de lait. Toutefois, il n'existe ni entreprise publique ni plan gouvernemental visant à en créer une. De même, il n'y a pas de plan visant à subventionner les exportations de lait. L'Estonie est consciente des engagements qu'elle a contractés dans le cadre de l'OMC. |

| Communautés européennes G/AG/N/EEC/20/Rev.1 Subventions à l'exportation (tableau ES:1) | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Australie: Riz – Destination des exportations de riz subventionnées | Les destinations qui peuvent bénéficier de restitutions à l'exportation sont publiées dans la réglementation pertinente. Cependant, les exportations effectives à destination de pays spécifiques ne peuvent pas être liées aux restitutions à l'exportation. |

| Communautés européennes G/AG/N/EEC/23 Subventions à l'exportation (tableau ES:1) | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Australie: Quelles sont les circonstances ou les conditions particulières du marché en 1997/98 qui ont conduit à l'utilisation de subventions à l'exportation cumulées? | L'utilisation des dispositions de l'article 9:2 b) n'est pas liée à des conditions particulières du marché. |

| Maroc G/AG/N/MAR/17 Subventions à l'exportation (tableau ES:1) | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Canada/Thaïlande: Fleurs, fruits et légumes – Prière d'indiquer les modalités de fonctionnement des subventions à l'exportation pour le fret en 1998; comment le programme fonctionne-t-il? Quelle est la méthode de paiement? | Il s'agit d'une subvention à l'exportation pour le fret dont bénéficient les fleurs, les fruits et les légumes. Le montant de la subvention attribuée dépend du nombre de demandes reçues et des possibilités effectives d'exportation. Le montant de la subvention est avancé par les compagnies aériennes. Les dossiers de demande sont ensuite transmis directement au Ministère de l'agriculture et du développement rural pour examen et décision finale. |

| Norvège G/AG/N/NOR/23 et Corr.1 Subventions et exportations (Tableaux ES:1-ES:3) | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Argentine/Australie/Thaïlande: Fromages; Viande (des animaux de l'espèce bovine, des animaux de l'espèce porcine, des animaux de l'espèce ovine) – Quelles sont les circonstances qui ont conduit à l'augmentation des dépenses en matière de subventions et des quantités subventionnées pour ces produits? | La Norvège a fait valoir le droit de reporter les quantités ou les dépenses inutilisées conformément à l'article 9.2 b) et aux engagements qu'elle a contractés dans le cadre de l'OMC. Cela correspondait à la situation effective du marché en 1998 quand l'offre totale, y compris les importations et les stocks, excédait la demande intérieure. Les quantités d'exportations subventionnées de viande des animaux de l'espèce porcine ont été ramenées de 4 547,1 tonnes en 1997 à 817,9 tonnes en 1998 et les quantités d'exportations subventionnées de viande des animaux de l'espèce ovine ont été ramenées de 1 096,6 tonnes en 1997 à 785 tonnes en 1998. Les volumes d'exportations subventionnées pour ces produits n'ont pas augmenté, comme il est indiqué dans le corrigendum publié le 8 mars 2000. |
| Thaïlande: Produits agricoles transformés – Prière de fournir des détails sur les types de produits concernés. | Les principaux produits bénéficiant de subventions à l'exportation sont la pizza et le chocolat. La subvention sert à compenser les prix élevés des matières premières pour assurer la compétitivité de l'industrie alimentaire sur le marché mondial. |

| République slovaque G/AG/N/SVK/23 Subventions à l'exportation (Tableaux ES:1, ES:2, ES:3) | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Argentine/Australie: Autres produits laitiers (fromages) – Quelles sont les circonstances qui ont conduit à la poursuite de l'utilisation de subventions à l'exportation cumulées? | Pendant plusieurs années, ce groupe de produits a été exporté en quantité importante. La République slovaque a invoqué les dispositions de l'article 9.2 b) en raison de l'évolution des conditions du marché mondial en 1998 et 1999. L'évolution de la situation du marché laitier en Europe centrale et orientale a eu également une influence sur l'orientation précédente du marché et a accru la nécessité d'utiliser des subventions à l'exportation cumulées. |

| République slovaque G/AG/N/SVK/23 Subventions à l'exportation (Tableaux ES:1, ES:2, ES:3) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Canada: Malt – Quelles sont les circonstances qui ont conduit à accroître les dépenses et le subventionnement des exportations en 1999? | La baisse du prix du malt sur le marché mondial en 1999 a conduit la République slovaque à accroître le subventionnement des exportations de malt. Toutefois, cette augmentation demeure dans les limites inscrites sur sa Liste. |

| États-Unis G/AG/N/USA/32 Subventions à l'exportation (Tableaux ES:1, ES:2) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Philippines/Thaïlande: Viande de volaille Évolution des dépenses notifiées (zéro en 1996, 863 000 dollars des États-Unis en 1997, et 1,4 million de dollars des États-Unis en 1998); | Les subventions accordées à la viande de volaille dans le cadre du programme de subventions aux exportations n'ont pas augmenté. Le programme de subventions des exportations de viande de volaille était un programme de modeste importance qui ne concernait que 3 546 tonnes couvrant une partie des périodes considérées 1997 et 1998. |
| Quels sont les marchés à l'exportation des exportations subventionnées? | Les marchés pour lesquels les exportations de viande de volaille ont pu bénéficier du programme de subventions aux exportations pendant la période en question étaient les suivants: l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Liban, Oman, et le Yémen. |
| Les États-Unis sont-ils prêts à envisager de supprimer les subventions à l'exportation pour les produits agricoles qui présentent un intérêt particulier pour les pays en développement, comme la viande de volaille? | L'utilisation limitée du programme de subventions aux exportations pour la viande de volaille est conforme aux engagements négociés par les États-Unis pendant le Cycle d'Uruguay. Les États-Unis souhaitent vivement résoudre cette question lors des négociations sur l'agriculture. |
| Australie/Japon/Corée: Lait écrémé en poudre; autres produits laitiers - Raisons pour lesquelles les subventions à l'exportation ont fortement augmenté (en utilisant les dispositions relatives à la reconduction) <i>La Corée a rappelé qu'en 1998, les subventions à l'exportation accordées par les États-Unis à la poudre de lait écrémé se sont élevées à 136 pour cent du niveau des engagements inscrits dans la Liste en ce qui concerne les dépenses budgétaires et à 154 pour cent du niveau des engagements inscrits dans la Liste en ce qui concerne le volume. Pour les autres produits laitiers, les chiffres étaient respectivement de 128,6 pour cent et de 106,8 pour cent.</i> | Les États-Unis ont expliqué lors de la réunion que le Comité a tenue en juin 1999 la raison pour laquelle ils avaient utilisé la flexibilité prévue à l'article 9.2 b) pendant la période 1997. À la fin de cette même année, environ 70 755 tonnes de lait écrémé en poudre avaient, grâce à cette flexibilité, bénéficié du programme. En raison de l'existence de marchés inhabituellement forts et de la disponibilité de lait écrémé en poudre, une partie de ce volume a été imputée sur la période considérée 1998. Les États-Unis demeurent résolus à supprimer les subventions à l'exportation lors des négociations sur l'agriculture. |

| États-Unis G/AG/N/USA/32 Subventions à l'exportation (Tableaux ES:1, ES:2) | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points soulevés par d'autres Membres | Réponse du Membre présentant la notification |
| Quelle est la situation du programme d'incitations à l'exportation de produits laitiers (voir le document USA/22)? | Le programme d'incitations à l'exportation de produits laitiers est toujours en vigueur. Le chiffre concernant le lait en poudre écrémé indiqué au tableau ES:2 provient des statistiques du commerce extérieur publiées par les États-Unis et comprend les exportations ayant bénéficié du programme d'incitations à l'exportation de produits laitiers et celles n'ayant pas bénéficié de ce programme. |
| Communautés européennes: Prière de mettre à jour toutes les notifications concernant les subventions à l'exportation pour tenir compte des constatations de l'Organe d'appel concernant les sociétés américaines de ventes à l'étranger (FSC). | Des négociations directes ont actuellement lieu avec les Communautés européennes afin de trouver une solution à cette question importante. Les États-Unis souhaitent vivement aller de l'avant afin de conclure ces négociations aussi rapidement que possible. Toutefois, dans un souci de transparence accrue, ils présentent l'édition la plus récente de leur "Statistics of Income Bulletin", élaborée par l'Administration fiscale fédérale dans laquelle figurent les statistiques financières annuelles les plus récentes relatives à l'utilisation de sociétés de ventes à l'étranger. Les membres intéressés pourront consulter ce rapport au Secrétariat. |
| Communautés européennes/Japon: <u>Aide alimentaire</u> Prière d'expliquer la raison pour laquelle les volumes des céréales secondaires notifiés dans le document USA/31 sont différents; | Le volume de l'aide alimentaire concernant les céréales secondaires indiqué dans la notification relative aux subventions à l'exportation ne comprend que le sorgho, tandis que le chiffre concernant les céréales secondaires indiqué dans la notification de 1998/99 selon le tableau NF:1 comprend le sorgho, le gruau de sorgho et le maïs. Étant donné qu'il n'y a pas d'engagement de réduction pour le gruau de sorgho et le maïs, ces produits ne sont pas pris en compte dans le chiffre concernant les céréales secondaires indiqué dans la notification relative aux subventions à l'exportation. |
| Raison pour laquelle les légumes secs ne figurent pas dans la liste; raison pour laquelle il n'y a pas de notification selon le tableau ES:3. | Le tableau ES:3 faisant apparaître les exportations de légumes secs au titre de l'aide alimentaire n'est pas inclus car ces renseignements sont déjà fournis dans la notification selon le tableau NF:1. En outre, les États-Unis croient comprendre, aux termes des prescriptions en matière de notification, qu'ils n'ont pas à fournir ces renseignements dans la notification relative aux subventions qu'ils octroient à l'exportation. |
| Raisons pour lesquelles les exportations de blé au titre de l'aide alimentaire ont fortement augmenté; <i>Les Communautés européennes et le Japon ont dit que l'aide alimentaire avait doublé entre 1997 et 1998, notamment en ce qui concerne le blé et les farines de froment (blé).</i> | Les exportations de blé au titre de l'aide alimentaire ont augmenté suite à la mise en œuvre de l'Initiative de l'aide alimentaire qui prévoyait des dons de blé aux pays ayant des besoins alimentaires. En outre, les États-Unis ont également mis en œuvre le programme d'assistance alimentaire pour la Russie, ce qui justifiait également l'augmentation des exportations de blé au titre de l'aide alimentaire. |